

2012

JUILLET/AOÛT

N°34

4€

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NPA

LA REVUE **TOUT!**
est à nous !



DOSSIER

**GRÈCE : APRÈS
LE SÉISME ÉLECTORAL**

SOMMAIRE

Henri Wilno Éditorial *La Grèce et nous*

P3

ACTU

Jean-Philippe Divès *Austérité, la méthode Hollande*

P4

Yann Cézard L'Europe et la croissance *La drôle de guerre de François Hollande*

P6

Wafa Guiga Tunisie *Instabilité politique et intensification des luttes*

P9

Daniel Tanuro Rio+20 *Droit dans le mur, plus que jamais*

P12

David Flacher, Hugo Harari-Kermadec Frais de scolarité dans l'enseignement supérieur *Arguments et résistance internationale*

P15

DOSSIER

Tassos Anastasiadis, Andreas Sartzekis Grèce *Un séisme électoral... Et après?*

P18

Yanis Kastanos Entretien avec Stathis Traxanatzis *«Le mouvement syndical a subi une défaite et essaie de se reconstituer»*

P24

Panagiotis Grigoriou *La « normalité » de l'après 17 juin?*

P27

REPÈRES

Michael Karadjis *Une brève histoire de la gauche grecque*

P30

Henri Clément *Sur la résistance et la guerre civile en Grèce*

P33

CULTURE

Henri Clément *«J'écris des romans politiques, mais pas politisés» Entretien avec DOA*

P34

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : contact-revue@npa2009.org

AVERTISSEMENT

Comme il est de règle,
les articles signés sont publiés
sous la seule responsabilité
de leurs auteurs.

La Grèce et nous

PAR HENRI WILNO

Dans un article de *Mediapart*, le 23 mai dernier, le journaliste Edwy Plenel écrivait : « *La guerre d'Espagne fut l'épreuve européenne du Front populaire, la crise grecque est celle de la présidence Hollande.* »

On peut discuter la formule, mais la référence a un fond de vérité. Juillet 1936: le Front populaire est au pouvoir en France lorsqu'a lieu le coup d'Etat du général Franco en Espagne. Plutôt que de voler au secours du gouvernement républicain, Léon Blum se rallie à l'hypocrite « non-intervention ». Bien sûr, il tolère quelques envois discrets et limités d'armes, mais quoi de commun avec les interventions directes et massives des troupes italiennes et allemandes au côté de Franco? Seule l'URSS

apporte une certaine assistance mais, derrière l'héroïsme des combattants des Brigades internationales, il s'agit pour Staline d'apporter un soutien suffisant pour durer mais pas pour vaincre, et de se débarrasser des trotskystes et des anarchistes. La « non-intervention » de Hollande, ce sont ces déclarations de ministres français à la veille des élections combinant un rappel de principe du droit des Grecs et des invites appuyées à « bien voter » sous peine de sanctions. L'Espagne de 1936 annonçait l'avenir d'une bonne partie de l'Europe. Toutes choses égales par ailleurs, l'avenir du reste de l'Union européenne se joue aujourd'hui en Grèce.

Les recettes imposées à la Grèce par la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) sont à la fois absurdes et rationnelles. Absurdes car chacun sait que des objectifs intenablement fixés, objectifs qui ne peuvent que provoquer misère et récession. Et que l'austérité au nom de la dette qui se généralise en Europe, pèse sur l'activité et les recettes publiques et donc rend plus difficile la réduction des déficits.



Phototheque.org / P.Leclerc

Mais s'en tenir à qualifier ces politiques d'absurdes serait erroné. L'économiste Costas Lapavistas en résume ainsi le noyau rationnel : « *En insistant pour que tout le monde "devienne allemand" ils [les dirigeants allemands] disent fondamentalement que les pays déficitaires devraient accepter une austérité permanente accompagnée d'une pression sans relâche sur les travailleurs. Ils espèrent probablement que cela conduira à un nouvel équilibre en Europe fondé sur une baisse des revenus, et peut-être, après plusieurs années, seraient ainsi réunies des conditions renouvelées pour une croissance générale.* »

Le grand capital européen s'est mondialisé et a avant tout les yeux braqués sur ses concurrents américains, chinois, etc. De façon générale, le lien des grandes firmes, financières mais aussi industrielles, avec leur pays d'origine s'est distendu. Une part importante de leurs profits est réalisé sur les marchés extra-européens et leur nationalité ne reprend de l'importance qu'en période de crise, pour obtenir des aides, pour faire soutenir leurs intérêts dans des négociations

commerciales internationales, ou afin de voir leurs ventes facilitées par un Président ou un Premier ministre transformé en voyageur de commerce. De ce point de vue, même si elle déprime pour de longues années la croissance en Europe, l'idée d'imposer aux peuples européens un carcan budgétaire et la remise en cause de leur modèle social a une rationalité. Une première expérience a été faite en Allemagne avec les réformes Hartz, mises en place en 2003-2005 par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, qui ont amélioré la compétitivité en accroissant la précarité et les inégalités. À terme, l'espoir est une relance de l'économie européenne sur la base d'acquis sociaux et de salaires révisés à la baisse. Ce projet est celui d'un ajustement fondé sur la « barbarie sociale » (pour reprendre l'expression de l'économiste Jean-Paul Fitoussi).

La Grèce constitue un terrain de manœuvre pour cette orientation. Les dirigeants européens (François Hollande compris) appellent le peuple grec à faire des efforts, à payer ses impôts, à lutter contre le

clientélisme... et soutiennent les partis (Nouvelle Démocratie droite - et Pasok - « socialiste »-) qui ont mis en place ce clientélisme et cette corruption, ce système où Eglise et armateurs richissimes sont à peu près dispensés d'impôts. Les banques sont pratiquement les seules à profiter des crédits européens.

Au-delà de la solidarité nécessaire qui est un des aspects de la lutte contre l'austérité, chez nous, à domicile, nous devons étudier avec sérieux et sans conclusions hâtives la situation grecque. S'y entrecroisent de multiples questions : devenir de la crise économique et financière, difficultés des mobilisations générales même si existent des actions locales résolues, recomposition politique, tactiques d'alliance, montée de l'extrême-droite... La Grèce antique est souvent présentée comme le berceau de l'Europe ; c'est bien dans la Grèce actuelle que se dessine en partie la trajectoire future de l'Union européenne. □

Austérité, la méthode

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Maintenir les grandes orientations économiques et (anti) sociales de Sarkozy-Fillon, et même les approfondir... Mais en gommant leurs « excès » les plus voyants et en associant les directions syndicales à travers la relance du dit dialogue social : telle est l'essence de la politique du nouveau gouvernement.

C'est sans surprise que début juillet, le rapport de la Cour des comptes commandé par le gouvernement a chiffré « l'effort nécessaire », en termes de réduction des dépenses et d'augmentation des recettes, pour atteindre les objectifs de baisse du déficit budgétaire (à 4,5% du PIB en 2012 et 3% en 2013) ainsi que de stabilisation, ou limitation de la hausse, de la dette publique: il va falloir trouver plus de 7 milliards d'euros dès cette année et pas moins de 38 milliards au cours de l'exercice suivant.

UNE ATTAQUE BRUTALE SE PRÉPARE

Ce qui transpire déjà de la préparation du budget 2013, de même que les indications données à propos d'une future loi de programmation budgétaire pluriannuelle, font froid dans le dos. La cure d'austérité sera rude, très rude. Figurent, entre autres, au menu:

- Le gel ou une très faible hausse des salaires nominaux des fonctionnaires – donc leur baisse en euros constants. Alors qu'Hollande prévoyait dans son programme électoral de limiter l'augmentation annuelle des dépenses publiques à 1,1% (un chiffre inférieur à celui de l'inflation), la Cour des comptes lui demande maintenant de les geler. Le poste principal de ces dépenses est celui des salaires et pensions. Quel que soit l'arbitrage final, la perte de pouvoir d'achat sera sérieuse.
- Une RGPP renforcée en dehors des secteurs définis comme prioritaires: enseignement, police, gendarmerie, justice. 65000 embauches y sont annoncées en cinq ans (60000 dans l'enseignement), alors que les effectifs globaux de la fonction publique doivent rester stables. Un simple calcul aboutit au non remplacement, dans les autres secteurs, de deux départs à la retraite sur trois. Les « lettres de cadrage » adressées aux ministres par le chef du gouvernement leur demandent de communiquer avant la fin juillet leurs propositions de réduction de postes pour

la période 2013-2015, dans le cadre de l'objectif global d'une diminution de 2,5% par an.

Ajoutons que les embauches annoncées dans l'Education nationale ne sont pas ce que beaucoup ont voulu croire: la majorité d'entre elles concerne des personnels non enseignants voire hors statut (emplois aidés, contractuels...). Le projet de budget rectificatif pour 2012 prévoit l'embauche à partir de la rentrée de 1000 professeurs des écoles, 100 conseillers principaux d'éducation, 2000 assistants d'éducation, 500 assistants de prévention et de sécurité, 1500 assistants de vie scolaire et des milliers de contrats d'insertion...

- Les dépenses d'investissement, tout comme les dépenses sociales de l'Etat – aides au logement, allocation adulte handicapé, contrats aidés... – devraient quant à elles baisser de 5% par an. Les financements des établissements publics (tels que la BNF, Météo France, etc.) seraient eux aussi gelés ou diminués. La Cour des comptes (présidée par le socialiste Didier Migaud) recommande en outre de désindexer de l'évolution des prix le montant des retraites et celui des allocations familiales!
- La « grande réforme » mise en chantier à l'occasion de la Conférence sociale des 9 et 10 juillet est le transfert vers l'impôt, à travers une nouvelle et substantielle hausse de la CSG, d'une part significative des cotisations sociales patronales. L'objectif est de « restaurer la compétitivité des entreprises » en alignant les « charges qui pèsent sur le travail », actuellement de 22,6% du PIB, sur la moyenne de l'Union européenne qui est de 17,5%. Outre qu'ainsi le gouvernement PS en finirait quasiment avec le principe du salaire socialisé, cette baisse des « charges » des entreprises serait financée pour l'essentiel par les salariés (y compris les plus modestes qui ne paient pas l'impôt sur le revenu). Dans un communiqué du 10 juillet, le syndicat Solidaires Finances publiques



rappelle que près de 70% de la CSG proviennent des revenus d'activité, 18% des revenus de remplacement (principalement les retraites) et 11% seulement des revenus du patrimoine. Le nouveau gouvernement peut bien faire abroger le projet de TVA (anti)sociale de Sarkozy, sa solution de remplacement est au moins autant si ce n'est plus brutale. Ce « n'est pas une simple hausse d'impôts, une de plus. C'est un changement du mode de financement de la protection sociale. Une réforme structurelle qui fera des gagnants et des perdants mais dont l'objectif, consensuel, est d'améliorer la compétitivité du pays » (Le Monde, 10 juillet).

RESSEMBLANCES ET DIFFÉRENCES

« Tout cela ressemble fort à la poursuite de la politique précédente », écrivait le 3 juillet l'éditorialiste des *Échos*, Jean-François Pécresse. Oui et non. Oui quant au sens général de

Hollande



Photothèque Rouge/Romain Hingant

la politique menée. Non dans la mesure où cette austérité de gauche, si elle est parvient à s'appliquer, sera plus globale, plus systématique et plus profonde que celle mise en œuvre sous Sarkozy et Fillon. Et non, avant tout, du fait de la méthode qui est employée. La première différence concerne la présentation et le timing des mesures d'austérité. Si une série d'informations partielles sont bien distillées afin de préparer le choc austéritaire que représentera le budget 2013, rien n'est aujourd'hui dit clairement, explicitement, et la population dans son ensemble reste dans le flou quant aux véritables projets du gouvernement. D'autant que les premières mesures annoncées, celles du collectif budgétaire de 2012 portant sur un peu plus de 7 milliards, consistent en l'annulation de certaines des mesures les plus indécentes prises par le gouvernement précédent, ainsi qu'en des taxes exceptionnelles ou

des majorations d'impôts touchant les entreprises, les banques et les secteurs les plus favorisés de la population. Ce qui fait enrager la droite et réjouit en retour le PS, qui en profite pour camper sur une posture de gauche. Voilà le «sens donné à la rigueur» promis par le candidat Hollande ! Les mesures frappant les travailleurs –auxquels on pourra expliquer: «voyez, on a déjà fait payer les actionnaires et les riches, mais ça ne suffit pas» – viendront un peu plus tard, dans quelques mois, quand il s'agira de trouver non plus 7 mais 38 milliards...

De toutes les mesures du collectif budgétaire 2012, seule la fin de la défiscalisation et de l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires (emblème du «travailler plus pour gagner plus» sarkozyste) va affecter le pouvoir d'achat d'une partie des salariés, mais la suppression de cette incitation au chômage ne

peut être contestée ailleurs qu'à droite. Relevons tout de même que les patrons des entreprises de moins de 20 salariés continueront à bénéficier du très favorable dispositif précédent – au contraire de leurs travailleurs qui, eux, devront désormais payer plein pot.

LE PIÈGE DU « DIALOGUE SOCIAL »

L'autre grande différence réside dans l'attitude du gouvernement vis-à-vis des «partenaires sociaux», notamment les directions des confédérations syndicales (mais aussi les organisations patronales, ainsi que d'autres structures). Pendant la dernière partie de son mandat, Sarkozy s'était attaqué frontalement aux «corps intermédiaires», principalement les syndicats. Hollande et Ayrault, eux, les caressent dans le sens du poil.

Les réactions pleines d'enthousiasme des dirigeants des grandes confédérations syndicales, à l'occasion d'une Conférence sociale dans laquelle le gouvernement n'avait pourtant à annoncer que plus de sacrifices pour les travailleurs et les classes populaires, laissent pantois. «C'est un beau programme» (François Chérèque); «on est sur un cap nouveau» (Bernard Thibault); «beaucoup d'éléments positifs» (Jean-Claude Mailly)...

Pour l'expliquer, *Le Monde* du 9 juillet évoque la «grande peur des partenaires sociaux (...) ils se sont vus disparaître. Ils ne pourront résister à l'attrait de se voir indispensables.» D'autant que si l'on en croit Bernard Thibault, il y aura non seulement de la considération mais aussi quelques avantages sonnants et rébuchants: «M. Ayrault nous a promis une revalorisation des moyens syndicaux.» De là à accepter l'idée «que les finances publiques [sont] à bout, qu'il n'y [a] plus d'argent pour financer le modèle social sur les bases du compromis de l'après-guerre», il pourrait n'y avoir qu'un pas, qui risque d'être allègrement franchi si la mobilisation par en-bas ne venait pas bouleverser la donne.

Pour les anticapitalistes, au cours des prochains mois toute la question sera là : trouver les moyens politiques et d'organisation pour encourager, susciter –et quand elle se développera, coordonner– la résistance qui ne pourra venir que d'en bas, des salariés eux-mêmes et des équipes militantes, syndicales, fidèles aux intérêts de leur classe.

L'EUROPE ET LA CROISSANCE

La drôle de guerre de

PAR YANN CÉZARD

Ça y est. L'austérité socialiste est bien là. La raison officielle ? Les hypothèses de croissance doivent être revues drastiquement à la baisse. Mais là on ne comprend plus. Hollande ne nous avait-il pas dit qu'il fallait « des mesures pour la croissance » ? Que les mesures d'austérité s'empilent les unes sur les autres, à travers toute l'Europe, ne faisaient que tuer tout espoir de reprise ?

Des plans d'austérité d'une férocité inouïe ont en effet plongé la Grèce et l'Espagne dans la récession, fait exploser le chômage... et la dette publique elle-même, faute de recettes fiscales pour les Etats.

Or, une petite musique se faisait entendre depuis quelques mois chez tous les socialistes européens. Certes, nous devons prendre des mesures de rigueur budgétaire (doux euphémisme pour la réduction des salaires, des services publics et des droits sociaux) dans chacun de nos pays. Comme nos camarades Papandréou et Zapatero. Mais on devrait compléter la rigueur nationale par des mesures de croissance à l'échelle de l'Europe. *«L'austérité aux États, la relance à l'Europe»* comme le disait le vieux Delors.

Une manière de concilier le sérieux (austéritaire) et l'espoir (croissantiste). Alors, à entendre Hollande, on allait voir ce qu'on allait voir : une gigantomachie à l'échelle du continent.

ACTE 1 : HOLLANDE CONTRE LE TRAITÉ D'AUSTÉRITÉ

Elle commencerait par la remise en cause du «Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire», négocié par Sarkozy et Merkel.

L'union monétaire européenne négociée au début des années 1990 suppose déjà, dans sa forme libérale actuelle, une discipline

budgétaire dans chaque pays (les fameux «critères de Maastricht», interdisant a priori aux Etats membres de dépasser 3% du PIB de déficit budgétaire et 60% du PIB de dette publique, chiffres évidemment largement dépassés désormais). Le nouveau traité durcit le dispositif. Chaque Etat s'engage à instaurer une «règle d'or» inscrite dans la constitution, imposant un déficit «structurel» maximum de 0,5% du PIB, et à réduire d'un vingtième par an, dans les trois ans, la dette publique, si elle dépasse les 60%. En cas de transgression, la Commission européenne aurait le pouvoir d'initier de fortes sanctions financières et de «négocier» des réformes «structurelles» (ultralibérales et antisociales évidemment). Les Etats membres de la zone euro, pour avoir le droit d'y rester, devraient donc lui soumettre non seulement leur projet de budget annuel, mais aussi son application progressive au fil de l'année.

C'est, gravée dans le marbre d'un traité international, l'institutionnalisation de l'austérité généralisée.

Face à Sarkozy, pendant la campagne présidentielle, Hollande avait martelé : *«Je renégocierai ce traité.»* Puis expliqué avoir trois exigences, pour un «compromis satisfaisant» : la possibilité pour la BCE de financer directement des États (et non comme aujourd'hui, le seul droit de prêter à taux quasi-nul aux banques pour que celles-ci daignent ensuite prêter à certains Etats à des taux d'intérêt de 5, 6, ou 7%); la mise en place d'euro-obligations pour mutualiser les dettes publiques européennes; des mesures financières massives de «relance de la croissance» en Europe, par des «grands travaux».

ACTE 2 : HOLLANDE ENFUME L'AFFAIRE

Rien de radical : de telles mesures rapprocheraient la politique de l'UE de celle des... Etats-Unis. Elles ont dû pourtant paraître déjà trop audacieuses à Hollande. Au cours du mois de juin, il cessa peu à peu de dire vouloir renégocier le pacte de budgétaire lui-même, mais menaça de ne pas le ratifier s'il n'était pas «complété par un pacte de croissance». Nuance absurde, puisque ce serait alors se contredire, en

ajoutant un pacte de relance à un pacte d'austérité!

Fidèle à son amour pour le flou, Hollande garda également un silence de plus en plus épais, voire poisseux, sur ses «mesures pour la croissance». Certes, il laissait entendre par là des grands travaux, de l'investissement public, ménager les salaires pour ménager la consommation... Mais il y a aussi les mesures libérales qui se disent «favorables à la croissance» : les privatisations, l'ouverture des services publics à la concurrence, la flexibilisation du «marché du travail» c'est-à-dire la précarisation généralisée des salariés, le démantèlement du code du travail et de la protection sociale. *«Toutes les idées sont bonnes à prendre»*, disait flegmatiquement notre brave président en réponse à ces suggestions de Merkel ou Barroso...

C'est armé de ce programme modeste et contradictoire que l'homme qui voulait «donner du sens à la rigueur» partit en guerre pour changer l'Europe. Toute cette dramaturgie devait avoir pour point d'orgue le sommet européen des 28 et 29 juin.

ACTE 3 : HOLLANDE SE RENIE

A son issue, Hollande a annoncé... qu'il ferait ratifier rapidement le pacte budgétaire européen!

Que s'est-il donc passé? Pour *Libération*, pas de doute : «Hollande 1 – Merkel 0». Pour Hollande lui-même, très fier apparemment de sa contribution à l'Histoire : *«J'avais annoncé que je voulais renégocier ce qui avait été décidé, au sens d'y mettre ce qui ne s'y trouvait pas, croissance et mesures de stabilité. Je considère que ce sommet a permis d'aboutir à cette renégociation.»*

Qu'a-t-il donc obtenu en échange? Pour être si fier de sa contribution à l'Histoire?

- Le pacte budgétaire, d'austérité, reste intégralement intact.

- Le «pacte de croissance» qui le «complète» est une chimère. Il affiche 120 milliards d'euros. Sauf que la moitié, 60 milliards, vient en fait des fonds structurels européens recyclés sous un autre nom, donc des sommes déjà programmées pour 2012-2013. Comme le signale malicieusement

de François Hollande

Attac: «c'est comme remettre un cadeau dans un nouvel emballage pour l'offrir à nouveau». L'autre moitié viendrait de prêts -hypothétiques- que la Banque européenne d'investissement voudrait bien consentir à des groupes privés. Si ceux-ci les demandent, c'est-à-dire y voient un profit rapide possible... malgré la crise actuelle. Cette chimère des 120 milliards d'euros représente par ailleurs 1% du PIB européen seulement.

Somme ridicule par rapport aux plans de relance américains, japonais ou chinois des dernières années. Commentaire sans pitié d'un «analyste financier» cité par *Le Monde* le lendemain du sommet: «C'est du rooseveltisme lilliputien!»

- La politique de la BCE est confirmée. Elle n'aura même plus à racheter des obligations (sur le marché dit «secondaire») des pays attaqués sur les marchés financiers, comme

elle avait dû le faire en 2011, contre sa «doctrine» et son statut dans les traités européens, pour éviter le pire. C'est désormais le MES (Mécanisme européen de stabilité, le fonds qui remplace le FESF) qui le fera. Or le MES devra lui-même emprunter ses fonds sur les marchés financiers, et non emprunter directement à la BCE, comme le font les banques. La même absurdité, qui donne aux banques un pouvoir usuraire sur les États... avec

Paris, 29 février 2012. Photothèque Rouge/MILO



l'argent des États, continue donc et est gravée dans le marbre! Pire encore: les pays faisant appel au MES (parce qu'ils ne pourraient plus financer, et donc rembourser leur dette, ou recapitaliser leurs banques en faillite) devront signer des «mémoires» avec la troïka BCE/Commission européenne/FMI. Comme la Grèce! Ainsi le sommet ferme encore plus la porte à la perspective d'une monétisation de la dette, qui a priori était susceptible d'alléger la charge pesant sur les États, en leur permettant d'avoir des prêts à faible taux et en faisant un peu marcher la «planche à billets», l'inflation rognant les créances. Il verrouille la soumission des États «aidés» aux mémoires d'austérité. Le MES est bien une sorte de FMI européen, avec ses plans d'ajustement structurels et ses pratiques d'usurier.

- Les euro-obligations ne sont même pas dans les conclusions du sommet. Jean-Marc Ayrault, qui est un visionnaire, a d'ailleurs dit, l'air fort satisfait, qu'elles devenaient désormais une vraie perspective pour l'UE... «d'ici dix ans»!

- La taxation sur les transactions financières annoncée est une baudruche. Elle sera à élaborer dans les couloirs de la commission européenne, un labyrinthe où se sont déjà perdues bien des promesses du passé. Pour mémoire, l'esquisse du dispositif en a été tracée par Sarkozy lui-même, et cela ressemblait fort à la restauration d'un dérisoire «impôt de bourse» sur certaines ventes d'actions... qu'il avait lui-même supprimé en 2007.

- L'Espagne obtient une avance potentielle de 100 milliards d'euros pour recapitaliser ses banques mais pas pour financer sa dette. L'Union européenne est donc toujours aussi disposée à dépenser de l'argent pour sauver la finance, pas les emplois, les services publics, le niveau de vie des classes populaires. Dans la foulée de ce ralliement des socialistes à la Merkozy, le président (socialiste) de la Cour des Comptes Migaud, nommé par Sarkozy, a chanté un air déjà trop connu: «Le respect de la trajectoire de réduction du déficit est essentiel à la crédibilité des engagements de la France et à une appréciation favorable des autres États de l'UE et des marchés financiers sur sa politique.» Engagements européens? Confiance des marchés? Le traité est déjà appliqué...

SORTIR DE LA CRISE OU ALLER DROIT DANS LE MUR ?

C'est donc la politique austéritaire de Merkel et Sarkozy qui se voit confirmée

par le sommet du 28-29 juin. Elle prétend sortir l'Europe de la crise mais la mène droit dans le mur, puisque les mesures d'austérité plongent le continent dans une récession qui justifie ensuite les mesures d'austérité.

En réalité, il ne s'agit que de permettre aux capitalistes de préserver leurs profits, et aux patrimoines financiers de continuer à prospérer, malgré la crise. La seule «croissance» dont il est en fait question aujourd'hui dans les sphères gouvernementales européennes, ce n'est certainement pas le développement ou le progrès social (ce qui est toute autre chose que la «croissance» de la production de marchandises, biens et services, en valeur). Ce n'est pas non plus une politique de «relance» de la demande, par des investissements publics de long terme, un relèvement du pouvoir d'achat des classes populaires, des créations massives d'emplois. C'est une politique d'exploitation accrue des travailleurs du continent.

De là vient le refus brutal et dogmatique des gouvernements européens, complices des banques et des possédants, ne serait-ce que de réformes fort modérées, comme changer la nature de la BCE par exemple (lui faire activer la «planche à billets») ou mutualiser les dettes. Il y a certes les égoïsmes nationaux, qui se paralysent réciproquement, et le jeu des purs rapports de forces. L'Allemagne n'a pas les mêmes intérêts immédiats, en termes de politique monétaire et budgétaire, que l'Espagne et même la France. Mais il y a aussi la sainte horreur d'une inflation qui dévaloriserait les créances et la valeur des patrimoines des riches de tout le continent.

Il n'y a pas à chercher plus loin les raisons de la «lâcheté» de Hollande, ou d'une France qui ferait «de la figuration» (selon Jean-Luc Mélenchon), soi-disant face à l'inflexible et dominatrice Allemagne... Au-delà de la divergence de situation économique des différents États et du jeu des rapports de forces, il y a aussi un programme commun de toute la bourgeoisie européenne: défendre ses patrimoines financiers, retrouver ses profits, accentuer sa compétitivité contre ses concurrents extérieurs, défendre le fonctionnement actuel, hautement financiarisé, du capitalisme.

Une telle politique revient finalement à reconduire sans cesse les conditions mêmes qui ont mené à cette crise profonde du capitalisme, la liberté complète des capitaux (à travers la finance moderne globalisée) et la compression incessante des salaires et des emplois. Rompre avec cette

spirale infernale supposerait au contraire de revenir radicalement sur l'évolution, au cours des trente dernières années, qui a vu dans tous les pays européens un transfert massif (de l'ordre de 15 à 20% du PIB!) des salaires vers les profits, et des profits investis vers les revenus financiers. Or cela ne peut se faire à son tour qu'en remettant en cause la dictature du profit privé sur l'économie.

Inimaginable pour nos socialistes. Qui se résolvent donc (bien volontiers) à faire eux aussi le sale boulot de l'austérité. □

TUNISIE

Instabilité politique et intensification des luttes

PAR Wafa Guiga

Après la victoire électorale du parti islamique Ennahda, la Tunisie est dans un entre-deux. Le nouveau gouvernement n'a pas tardé à montrer ses limites et se trouve contesté de tous côtés, par les secteurs majoritaires de la bourgeoisie comme par le mouvement ouvrier et populaire qui a repris la voie de la mobilisation.

Suite à l'élection de l'assemblée constituante en octobre dernier – élection qui n'a pas mobilisé les foules (à peine 50 % de participation) –, le parti islamiste Ennahdha gère presque seul les affaires du pays. La période électorale à rallonge qui a précédé a contribué à faire chuter les mobilisations sociales et à plonger le pays dans l'attente des résultats puis de la mise en place du gouvernement et des institutions.

Depuis, le pouvoir nahdhaoui avance de diversion en diversion pour masquer son incapacité à répondre aux questions essentielles : chômage, répartition des richesses, poursuites contre les tortionnaires. Même si Ennahdha s'est associé à deux petits partis pour gouverner – le Congrès pour la République (CPR) et Ettakatol –, c'est lui qui est perçu comme principal responsable de la situation économique et sociale dégradée. Par ailleurs, les tensions internes au CPR et à Ettakatol ont abouti à de nombreuses démissions de militants n'acceptant plus que leur parti s'allie à Ennahdha. Récemment, les désaccords et tensions entre les élus de ces deux organisations et Ennahdha se sont amplifiés.

LE BILAN D'ENNAHDHA TRÈS CRITIQUÉ

Les épisodes de violences salafistes, avec une simultanéité inédite, induisant couvre-feu, répression policière et réactivation des lois anti-terroristes, ont été à chaque fois aussi spectaculaires qu'éphémères, avec un retour au calme étonnamment rapide et coordonné. Les liens de ces mouvements avec Ennahdha, et même avec le RCD (le parti de Ben Ali, officiellement dissous) à qui ils servaient de prétexte à la lutte anti-terroriste, y sont pour beaucoup.

L'orchestration de ces violences est massivement dénoncée ; partout on ironise sur ces salafistes qui semblent être activés et désactivés comme des marionnettes. Car s'il est vrai que certains de ces groupes salafistes aspirent à une certaine indépendance vis-à-vis d'Ennahdha, ils constituent globalement l'aile violente du parti au pouvoir et lui doivent leurs possibilités d'action et de visibilité impunies. Ils permettent par ailleurs à Ennahdha de propager ses idées sans en apparaître directement responsable et dans le même temps d'apparaître comme un parti modéré, relativement. Et même si officiellement il n'y a pas « d'islamisation » du pays, pas encore de lois discriminatoires envers les femmes (à part celles déjà existantes avant leur arrivée au pouvoir !), la violence des salafistes et la pression que subissent notamment les femmes au quotidien ont installé une atmosphère oppressante dans le pays.

Par ailleurs, les dysfonctionnements institutionnels se sont multipliés, dévoilant à la fois le manque de coordination et les désaccords intra-gouvernementaux : déclarations du président de la république Marzouki démenties dans la foulée par le chef du gouvernement islamiste ; extradition de l'ex-premier ministre libyen par le chef du gouvernement sans avoir consulté ni l'assemblée constituante ni la présidence de la République, suscitant des débats houleux à l'assemblée et des tensions entre membres de la Troïka ; annulation inexplicable de prises de parole du chef de l'Etat, et sa désertion inexplicable du palais de Carthage, etc.

Mais surtout, ce qui discrédite le plus Ennahdha, c'est la perpétuation des pratiques de l'« ancien régime » contre lesquelles les travailleurs et les jeunes se sont révoltés il y a

un an et demi : le népotisme à tous les étages, la corruption, la censure de plus en plus évidente dans les médias, les privilèges accordés aux dirigeants politiques, la confusion entre le parti et l'Etat (exemple des trois jours de « congés » imposés à l'assemblée constituante, le temps du congrès d'Ennahdha), les liens et connivences inchangés avec les puissances impérialistes, la violence policière à l'égard des militants syndicaux et politiques de gauche. Sans parler des conditions de vie des travailleurs qui se dégradent avec l'inflation, le chômage et la précarité, avec une indifférence générale de la classe politique dirigeante sinon sa flagrante complicité avec les patrons voyous.

LES RECOMPOSITIONS POLITIQUES

La bourgeoisie, qui était partagée entre un soutien au régime nahdhaoui et une opposition « moderniste », a finalement choisi cette dernière et se sert des violences salafistes pour dénoncer l'incapacité d'Ennahdha à faire régner l'ordre, ainsi que les risques que ce mouvement fait peser sur les intérêts capitalistes, dans un pays dont l'économie reste basée sur le tourisme et la sous-traitance au service des grandes entreprises étrangères, notamment européennes et françaises.

Ainsi, après avoir été soutenu et félicité pour sa prise du pouvoir, Ennahdha est perçu comme incapable de « stabiliser » le pays par les puissances impérialistes, qui en viennent désormais à soutenir le retour masqué du RCD à travers les Destouriens (se réclamant du Néo-Destour, le parti de Bourguiba qui dirigea le pays à partir de l'indépendance). C'est dans cette logique qu'a lieu la réorganisation des partis de la bourgeoisie autour de l'initiative de Béji Caïd Essebsi, premier ministre du 28 février au 23 octobre 2011, vieux bourguibiste, qui lance son nouveau parti « Appel de la Tunisie », qui deviendra très probablement le grand parti de la bourgeoisie, avec une propagande déjà efficace

auprès d'une partie non négligeable de la petite bourgeoisie. Le parti Al Massar (issu d' Ettajdid, l'ex-PC) a rejoint cette initiative. C'est aussi dans ce cadre que les prises de position anti-Ennahdha commencent à venir de la part de ceux-là mêmes qui, au lendemain des élections, ont accepté de partager les responsabilités avec eux ou les ont soutenus (Essebsi lui-même en faisait partie). En témoigne une vague de démissions, celles d' Ayoub Massoudi, conseiller auprès du président de la République, chargé de l'Information, de Mohamed Chawqi Abid, son conseiller économique, et d'Abdallah Kahlaoui, son conseiller diplomatique; et encore celle du ministre de la lutte contre la corruption, Mohamed Abbou, qui déclare ne pas disposer des moyens minimum pour faire son travail.

En témoigne aussi l'auto-dissolution de l'Instance indépendante chargée de réformer l'information et la communication en Tunisie (Inric), qui a dit ne plus pouvoir accomplir sa mission et a accusé le gouvernement de recourir à la censure. Cette vague illustre à son tour l'affaiblissement du gouvernement et de la présidence, ainsi que la faiblesse de l'assemblée constituante élue, de plus en plus critiquée pour son inertie (discussions interminables sur la Chariâa, future constitution toujours pas rédigée) et ses rares votes, problématiques (comme l'inéligibilité des femmes à la fonction présidentielle).

Dans ce contexte, les organisations de la gauche traditionnelle, qui se sont battues contre Bourguiba puis contre Ben Ali, sont traversées par de multiples recompositions. Il y a des scissions parmi la mouvance

«patriote démocrate» dont une partie reprend les discussions avec le PCOT – qui depuis son conseil national du 9 juillet s'appelle Parti des Travailleurs – sur la possibilité d'un nouveau front commun de gauche. Ce front rassemblerait une dizaine d'organisations de gauche et se veut un front de lutte. Mais l'approche des élections municipales, en mars 2013, risque de mettre les luttes au second plan, et de donner à ce front un caractère essentiellement électoral. C'était en effet déjà le cas pour l'élection de l'assemblée constituante en octobre 2011, où les travailleurs qui ont poursuivi leurs mobilisations pendant la campagne reprochaient à ces organisations politiques d'avoir consacré l'essentiel de leurs forces militantes aux élections.

Pour autant, la population, notamment la jeunesse, ne se désintéresse pas de la

Assemblée Constituante tunisienne, 22 novembre 2011/Wikimedia commons.



politique, bien au contraire. Les discussions politiques continuent d'occuper largement l'espace public. Mais les guerres de pouvoir entre Ennahdha, RCD et autres ne les intéressent pas. L'opposition traditionnelle est même critiquée par beaucoup pour ses illusions institutionnelles et l'attitude conciliatrice qui peut en découler.

UNE REPRISE DES LUTTES SOCIALES

Après une phase de stagnation pendant la période électorale, les mobilisations sociales ont repris.

La grève des éboueurs (20-23 février 2012) a été le coup d'envoi de cette nouvelle vague de mobilisations. En effet, après les promesses de titularisation de la part des différents gouvernements, les travailleurs municipaux étaient toujours embauchés comme intérimaires, ce qui autorisait leurs

employeurs à leur payer un salaire ne dépassant pas le tiers du salaire minimum. Leur grève, massivement suivie, a aussi bénéficié du soutien d'une grande partie de la population et est devenue emblématique de la dénonciation du mépris social. Ils ont eu gain de cause et sont désormais directement embauchés par les municipalités, avec les augmentations de salaires nécessaires. Pendant les deux derniers mois, la montée des luttes a été particulièrement importante, malgré la difficulté de les organiser, les violences salafistes qui ont focalisé toutes les attentions et la répression policière grandissante. Plusieurs secteurs se sont mobilisés : les PTT, la SNCFT, l'éducation nationale, la santé publique, avec différentes formes d'action : grèves, occupations, routes coupées, etc. Les revendications sont souvent les mêmes : titularisations, augmentation des salaires, augmentation des effectifs, assainissement des directions. Dans le bassin minier, les mobilisations concernent aussi la dénonciation des résultats des concours de recrutement à la Compagnie des Phosphates. Ces recrutements ne prennent toujours pas en compte les critères sociaux, trahissant les accords établis avec l'Union des Diplômés Chômeurs.

Dans les villes où la répression a été la plus sanglante pendant les derniers jours du règne de Ben Ali, les mobilisations portent sur la reconnaissance des victimes, leur indemnisation et la poursuite des responsables, ce qu'Ennahdha continue de vouloir éviter. Cette inertie est d'autant plus révoltante pour la population que les dirigeants d'Ennahdha se sont eux-mêmes « auto-indemnisés » en tant qu'anciennes victimes de la répression sous Ben Ali, avec des sommes astronomiques. Les responsables politiques essayant de se rendre sur les lieux de conflits ont été systématiquement mal accueillis ou ont dû rebrousser chemin à cause du rejet de plus en plus net et fort de la part des travailleurs ou des chômeurs mobilisés.

Au mois de Mai, il y a eu quinze sit-in par jour, huit routes coupées par jour, dix grèves régionales ayant entraîné la paralysie des villes concernées (selon le ministère de l'Intérieur). Et le bilan du mois de Juin est certainement plus riche.

Au moment où nous écrivons, la dernière mobilisation en date se déroule dans différentes villes du centre et du sud. Elles ne sont plus alimentées en eau courante depuis le début du mois de juin (les réservoirs seraient asséchés, après pourtant un hiver à la pluviométrie exceptionnellement élevée). Les

habitants se débrouillent avec des moyens limités (les puits) mais la situation sanitaire s'aggrave de jour en jour, y compris dans les hôpitaux. Ils manifestent tous les jours pour protester contre l'inertie des autorités, nouvelle preuve de mépris. Ils sont en retour arrosés... de gaz lacrymogènes.

Le rapport de forces reste cependant dégradé, surtout si on le compare à la période de février-mars 2011. Il est aujourd'hui favorable aux patrons, qui n'hésitent pas à virer des salariés puis à exiger leur démission de l'UGTT - la centrale syndicale - pour les réintégrer (comme dans l'entreprise Meublatex). S'ils manifestent cette arrogance, c'est parce que les luttes sont dispersées et l'UGTT en retrait. En effet, même si elle ne s'oppose pas frontalement aux luttes, la centrale syndicale ne les appuie pas réellement. Sa direction nationale s'est de nouveau bien rangée dans un rôle institutionnel, de négociation et d'accompagnement du système. Il n'est cependant pas exclu qu'en cas de généralisation des luttes, la direction de l'UGTT se mette au diapason de celles-ci, comme elle a fini par le faire en janvier 2011. Surtout qu'après le congrès de décembre 2011, les dirigeants les plus corrompus et compromis avec le régime de Ben Ali ont été écartés, et que les bases, elles, sont toujours aussi combattives. Mais les luttes risquent encore - très probablement - d'être privées d'une véritable perspective, car elles se limitent pour l'instant à faire pression sur les patrons pour des revendications locales, sectorielles et isolées ; les formes d'auto-organisation des travailleurs sont encore embryonnaires, leur coordination quasi inexistante. Celles et ceux qui défendent une perspective politique aux luttes sont encore peu audibles.

Le courage et la détermination ne manquent pourtant pas aux travailleurs en lutte. Mais la classe ouvrière tunisienne ne parvient guère à profiter de l'instabilité politique, qui risque encore une fois de servir une bourgeoisie en mutation. □



RIO+20

Droit dans le mur,

PAR DANIEL TANURO¹

Le sommet de Rio s'est achevé le 22 juin dernier sur une déclaration finale intitulée « Le futur que nous voulons ». Elle illustre exactement le futur que nous ne voulons pas, celui où conduit la destruction sociale et écologique capitaliste.

Un bon moyen d'escamoter le bilan d'une politique consiste à aligner alternativement des aspects positifs et négatifs, en restant dans le vague et sans intégrer les deux dimensions. C'est à ce vieux truc éculé que recourait le projet de résolution pour Rio+20. Il affirmait au paragraphe 10 que « les vingt ans écoulés depuis le Sommet de la Terre en 1992 ont vu progrès et changement », puis ajoutait au suivant que « le développement non soutenable a accru le stress sur les ressources naturelles limitées de la Terre ». Dans la version finale, ce micmac a été remplacé par une formule plus cohérente, mais tout aussi creuse: « Nous reconnaissons que les progrès accomplis ces 20 dernières années ont été inégaux ».

Puisque l'ONU n'évalue pas ses décisions, faisons-le nous-mêmes. Le sommet de 1992 avait notamment adopté la convention cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) – d'où le protocole de Kyoto est péniblement issu. Deux années auparavant, le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) avait été formé. Le quatrième rapport (2007) de cette instance a confirmé les précédents: pour que la température de surface de la Terre ne dépasse pas trop 2°C de hausse par rapport à 1780, les émissions de gaz à effet de serre doivent commencer à baisser au plus tard



en 2015 pour diminuer en quarante ans de 50 à 85 % au niveau mondial, et de 80 à 95% dans les pays développés, par rapport à 1990. (En réalité, il serait prudent d'opter pour la partie haute de ces fourchettes, car le réchauffement progresse plus vite qu'indiqué par les modèles.)

AUCUN OBJECTIF RÉEL DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS

Globalement et tous gaz confondus, les émissions ont cru d'au moins 25% depuis vingt ans. De plus, leur rythme d'augmentation

annuel a triplé pour dépasser les 3% depuis 2000 (3,4% en 2011). Les objectifs plus que symboliques de Kyoto ne sont même pas respectés. Pour juguler le réchauffement, il faudrait d'urgence un nouvel accord international contraignant, volontariste et solidaire, tenant dûment compte du principe (inscrit dans la CCNUCC) des responsabilités communes mais différenciées des différents pays et groupes de pays. Mais la concurrence intercapitaliste qui fait rage, surtout depuis la crise financière de 2008, en rend la conclusion plus que douteuse.

Le sommet de Copenhague en 2009 a été un échec retentissant. Ceux de Cancun et Durban, en 2010 et 2011, n'ont fait qu'aligner de belles intentions tout en accentuant les pseudo-solutions libérales basées sur le marché du carbone. Résultat: il n'est d'ores et déjà plus possible de rester au-dessous de 2°C de hausse de la température. Sur la base des promesses des Etats (mais seront-elles respectées?), on s'oriente en réalité vers un réchauffement compris entre 3,5 et 4°C d'ici la fin du siècle, voire davantage.

1. Ingénieur agronome, Daniel Tanuro est un spécialiste reconnu des questions écologiques. Il est notamment l'auteur de « L'impossible capitalisme vert » (éditions Les empêcheurs de penser en rond/La Découverte) qui vient d'être réédité en format de poche. Il est militant de la LCR belge. Une première version de cet article est parue dans le « Sarkophage ».

2. La capture séquestration du carbone (CSC) est une technologie permettant d'isoler le CO₂ à la sortie des grandes unités de combustion (centrales électriques, cimenteries, hauts-fourneaux) afin de l'injecter dans des réservoirs géologiques. Certains la présentent comme LA solution permettant d'utiliser les énormes réserves de charbon sans détraquer le climat (pour une même quantité d'énergie produite, le charbon produit quatre fois plus de CO₂ que le gaz naturel). Moyennant des assurances sérieuses quant à l'étanchéité des réservoirs, la CSC pourrait être acceptable comme solution de transition sur deux ou trois décennies, dans le cadre d'une sortie rapide des fossiles. Mais c'est une technologie potentiellement dangereuse; quid en cas de fuite massive des réservoirs, provoquée par un séisme par exemple? Seuls des apprentis sorciers capitalistes (c'est un pléonasme) peuvent y voir une solution structurelle permettant de continuer à brûler de la houille 300 ans de plus.

3. Lire notamment United Nations, World Economic and Social Survey 2011, « The Great Green Technological Transformation », p. V.

4. PNUE, « Vers une économie verte », 2011.

plus que jamais



Photothèque Rouge/JR

Ce basculement climatique aura des conséquences graves et irréversibles sur le niveau des océans, la productivité agricole, l'approvisionnement en eau, la biodiversité, la santé... Des centaines de millions d'êtres humains en subiront les conséquences, en premier lieu les pauvres dans les pays pauvres.

Le paragraphe 70 du projet de résolution était le seul à proposer des objectifs chiffrés et des échéances précises: «*Nous proposons d'améliorer l'efficacité énergétique à tous les niveaux en vue de doubler son taux annuel d'augmentation d'ici 2030 et de doubler la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030*». Ces améliorations relatives ne garantiraient évidemment pas une réduction absolue des émissions globales de (50 à) 80% – tout dépend de l'évolution de la demande d'énergie. Mais c'était trop: la résolution finale se contente de dire «*qu'il importe de faire une utilisation plus rationnelle de l'énergie et d'accroître la part des énergies renouvelables, des technologies moins polluantes et des techniques à*

haut rendement énergétique». N.B.: les deux dernières expressions désignent le nucléaire et les soi-disant technologies propres d'utilisation des fossiles, telles que la capture-séquestration du CO₂...²

ECONOMIE VERTE ?

La résolution «*note avec une vive préoccupation l'écart important entre les effets combinés des engagements pris par les parties [...] et les tendances cumulées des émissions*»... mais n'en tire aucune conclusion. Pourquoi? Parce que la préoccupation n'est pas «*d'éradiquer la pauvreté dans le cadre d'un développement soutenable*», comme le dit la propagande onusienne. Elle est d'ouvrir des débouchés à l'énorme masse de capitaux excédentaires qui tournent comme des vautours à la recherche de profit. La spéculation sur les monnaies, sur les dettes et sur les matières premières ne suffisant plus à assouvir leur appétit, les grands groupes misent de plus en plus sur l'industrie verte et sur la transformation des ressources naturelles en marchandises. Vendre les biens et services que la nature met à notre disposition, transformer ces valeurs d'usage en valeurs d'échange, tel est leur objectif. C'est dans ce cadre qu'a émergé le nouveau concept à la mode: la dite «*économie verte*». Sa définition est tellement fumeuse³ que certains n'y ont vu qu'une nouvelle étiquette sur la vieille bouteille du développement durable. Erreur. Comme dit le rapport que le PNUE (Programme des Nations-Unies pour l'environnement) a édité pour Rio+20, «*ce concept ne remplace pas le développement durable, néanmoins il est de plus en plus largement reconnu que la réalisation du développement durable dépend presque entièrement d'une bonne approche économique*»⁴. En d'autres termes, l'insoutenabilité du développement n'est pas due au franchissement des limites écologiques, elle découle simplement du fait que les décideurs n'avaient pas compris la nécessité de commencer par adopter «*une bonne approche économique*». Plutôt que de chercher des «*compromis*» entre le social, l'environnemental et l'économique – comme le recommande le «*développement durable*» –, il suffit de verdir l'économie, et le reste en

découlera «*presqu'entièrement*». Le PNUE l'écrit noir sur blanc: «*l'inévitabilité d'un compromis entre durabilité environnementale et progrès économique constitue l'idée fausse la plus répandue*» car «*il existe de multiples opportunités d'investissement, et donc d'augmentation de la richesse et des emplois, dans de nombreux secteurs verts*». Une brève mise en perspective éclairera la portée de cette citation. Il y a quarante ans, le Club de Rome plaide pour une «*croissance zéro*». Son rapport soulevait de nombreuses critiques, souvent justifiées (car les auteurs flirtaient avec Malthus), mais il avait l'avantage de dire l'évidente impossibilité d'une croissance matérielle illimitée dans un monde fini. Quinze ans plus tard, le rapport Brundlandt tentait de résoudre la question en avançant la notion de développement durable. Une réponse inconsistante – elle ne mettait en cause ni le productivisme inhérent au capital, ni le productivisme bureaucratique de l'URSS –, mais les limites restaient présentes, à travers l'insistance sur la consommation prudente des ressources. A Rio en 1992, cette insistance était diluée dans la théorie des «*compromis inévitables*» entre les «*trois piliers*». «*L'économie verte*» représente un nouveau glissement: désormais, foin de compromis, on laisse faire le business. Le capital refuse de se plier aux limites des ressources, ce sont les ressources qui doivent se plier sans limites aux besoins du capital.

La percée du concept d'économie verte constitue donc une victoire pour les idéologues néolibéraux. Depuis plus de vingt ans, ils mènent bataille contre la nécessité de «*compromis*» entre l'économie et les autres «*piliers*». Un de leurs arguments est que l'appropriation et l'exploitation capitalistes des ressources dans un cadre réglementaire clair garantiraient leur utilisation écologiquement soutenable et socialement utile. La Banque Mondiale met ces idées en pratique avec zèle à travers ses multiples fonds et projets «*verts*». Récemment, elle y a également consacré un rapport⁵. Le PNUE se rallie complètement à cette doctrine.

Cependant, il y a loin de la coupe aux lèvres. Premièrement, une proportion importante de l'industrie verte n'est que potentiellement rentable. La plupart des sources d'énergie renouvelables, en particulier, ne sont pas compétitives par rapport aux fossiles, et ne le seront pas à court terme. Deuxièmement, des masses de capitaux colossales sont bloquées dans

les investissements de long terme du système énergétique actuel. Deux exemples: le coût global du remplacement des centrales électriques fossiles et nucléaires est estimé entre 15 et 20 trillions de dollars (un quart à un tiers du PIB mondial!), et les réserves prouvées de combustibles fossiles – qui font partie des actifs des lobbies du charbon, du gaz et du pétrole – sont cinq fois supérieures au budget carbone que l'humanité peut encore se permettre de brûler (c'est la «bulle du carbone»)... Troisièmement, une bonne part des ressources naturelles sont propriété publique ou n'appartiennent à personne, et ne sont pas mesurables en termes monétaires.

PRIVATISATION DES RESSOURCES

Le capital ne peut donc atteindre son eldorado vert que si les Etats lui ouvrent la voie. Le PNUE le dit sans ambages: «*Les secteurs de la finance et de l'investissement contrôlent des billions de dollars et sont en mesure de fournir l'essentiel du financement.*» Mais les taux de profit sont insuffisants, de sorte que «*le financement public est essentiel pour enclencher la transformation de l'économie.*» Dès lors, la «*bonne approche économique*» consiste à mener les «*réformes nécessaires pour déverrouiller le potentiel de production et d'emploi d'une économie verte*» qui agira «*comme un nouveau moteur et non comme un ralentisseur de la croissance*».

La privatisation des ressources figure en tête de ce programme de «déverrouillage». Pour le PNUE, en effet, «*la sous-évaluation, la mauvaise gestion et, au final, la perte*» des «*services environnementaux*» ont été «*entraînés*» par leur «*invisibilité économique*», qui découle du fait qu'il s'agit «*principalement de biens et de services publics*». Nous y voilà: si les forêts, l'eau, l'atmosphère, les sols, le rayonnement solaire, les ressources halieutiques, le vivant en général et la gestion des déchets étaient totalement privatisés, leurs propriétaires en assureraient la soutenabilité écologique – car celle-ci conditionnerait la durabilité de leurs profits – et le coût-vérité empêcherait la surconsommation.

Le PNUE passe donc tous ces domaines en revue en pointant les politiques à décider afin que les différents éléments du «capital naturel» puissent être transformés en

marchandises, aux frais de la collectivité. Dans le secteur de l'eau, il note que «*l'écart important et non durable entre l'approvisionnement et les prélèvements ne peut être comblé que par des investissements dans les infrastructures et une réforme des politiques de l'eau, autrement dit le verdissement du secteur de l'eau.*» «*Verdissement*» signifie «*amélioration des systèmes de droits de propriété et d'affectation, généralisation du paiement pour service environnementaux, baisse des subventions aux intrants et amélioration de la facturation de l'eau et des dispositifs financiers*». Tout est à l'avenant.

Mais il n'y pas que les privatisations. La transition vers l'économie verte signifie que les gouvernements doivent «*poser des règles du jeu plus favorables aux produits écologiques, autrement dit abandonner progressivement des subventions d'un autre temps, réformer leurs politiques, adopter des mesures incitatives, renforcer l'infrastructure des marchés et les mécanismes économiques, réorienter l'investissement public et verdir les marchés publics*». Toute la panoplie des réformes néolibérales est ainsi convoquée, depuis le système des permis d'émission échangeables jusqu'aux paiements pour services environnementaux (avec REDD et REDD+ cités en exemples pilotes)⁶, en passant par

la libéralisation du commerce mondial. Comme l'économie verte doit être compétitive et «cost effective», le programme comporte aussi la flexibilité, la précarité du travail et la baisse des «charges sociales» – à compenser éventuellement par des écotaxes, à l'exemple de ce qui se fait en Allemagne. Tout cela au nom de l'emploi, bien entendu.

Rio+20 représente assez exactement «le futur que nous ne voulons pas», celui où conduit la destruction sociale et écologique capitaliste. L'intérêt des exploités et des opprimés est d'y faire barrage par des luttes écosocialistes, en contrepasant systématiquement à la logique de la croissance et du profit la logique alternative de la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés dans le respect prudent des écosystèmes. □

Photothèque Rouge/Franck Houllatte



5. World Bank, 2011, «*Inclusive Green Growth: The Pathway to Sustainable Development*».

6. REDD: «*Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation*».

FRAIS DE SCOLARITÉ DANS
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Arguments et résistance internationale

 PAR DAVID FLACHER ET HUGO HARARI-KERMADEC¹

Depuis la démission de la ministre Line Beauchamp, le 14 mai, le gouvernement québécois est à la répression. La nouvelle loi 78, «loi matrique», votée le vendredi 18 mai, entrave le droit de manifester, interdit les piquets de grève et ferme les campus les plus mobilisés jusqu'à la mi-août. Face à cette répression la mobilisation s'étend et, en France, un premier rassemblement en solidarité s'est tenu mardi 22 mai à Paris à l'initiative du collectif SoDé-Québec.

D'autres pays connaissent ou ont connu des luttes similaires récemment : en Espagne et au Mexique cette année, en Angleterre et au Chili en 2011, à New York et en Californie en 2010. En France, l'augmentation des frais se discute au ministère de l'économie depuis plusieurs années et a été étudiée par l'INSEE dans une enquête commanditée par la conférence des présidents d'université (CPU). Au-delà de l'aspect directement économique, la hausse des frais de scolarité participe d'une politique néolibérale de transformation de l'enseignement supérieur. Tour d'horizon de cette politique, en trois arguments fallacieux et trois procédés insidieux.

ARGUMENTS ÉCONOMIQUES EN FAVEUR DES FRAIS DE SCOLARITÉ ET DE LEUR AUGMENTATION

1. «*Il est juste d'augmenter les frais puisque ce sont les riches qui vont à l'université.*» C'est le premier argument en faveur de l'augmentation des frais de scolarité, sans doute le plus fort : l'accès gratuit (ou bon marché) à l'université est anti-redistributif puisque les étudiants sont principalement issus des classes sociales favorisées. Donc faire payer l'université, ce serait faire payer les riches. D'autant plus que cette prédominance de l'origine bourgeoise se renforce

Les étudiants québécois sont en grève contre la hausse des frais d'inscription de 1 600 dollars canadiens sur cinq ans. Une histoire militante déjà riche est en train de s'écrire : déjà plus de 100 jours de grève, 30 manifestations nocturnes, des milliers d'heures d'assemblée générale. Une proposition du gouvernement aux porte-parole étudiants, le 27 avril, a été refusée par 115 associations représentant plus de 300 000 étudiants.

dans les filières d'élite, souvent les plus chères pour l'État.

Oui, l'accès à l'enseignement supérieur est inégalitaire, d'un point de vue social, mais aussi en termes de genre ou de race. Mais il faut lutter contre ces discriminations plutôt que de s'y adapter, et rééquilibrer le financement des différentes filières, voire compenser le déficit en capitaux social et culturel du public universitaire par un surcroît de moyens. Au contraire, augmenter les frais de scolarité renforcerait les inégalités plutôt que de les combattre, en ajoutant une barrière économique à la ségrégation déjà existante.

Surtout, cet argument détourne de l'enjeu réel : la fiscalité. En effet, si le financement de l'enseignement supérieur est anti-redistributif, c'est parce que les bénéficiaires aisés ne sont pas suffisamment imposés. Il faut donc augmenter les impôts sur le revenu et sur la fortune plutôt que les frais d'inscription, et relever l'impôt sur les sociétés qui profitent des qualifications de leurs salariés, acquises très largement au sein du système scolaire public.

Par ailleurs, comment ne pas remarquer que cette controverse arrive à contretemps ? C'est justement après une massification sans précédent de l'accès au supérieur que se pose la question d'en relever les frais. Dans la plupart des pays de l'OCDE, c'est

au cours des années 1990 que les classes populaires, les femmes et les racisés ont pu accéder – de manière moins marginale qu'auparavant – au supérieur : en France, il y a sept fois plus d'inscrits aujourd'hui que dans les années 1960 et, entre les cohortes nées avant la réforme de 1985 (visant à faire parvenir «80% d'une classe d'âge au niveau du bac») et celles nées après, la proportion d'enfants d'ouvriers parvenant dans l'enseignement supérieur est passée de 14,6% à 33,3%. Finalement, l'argument de l'anti-redistribution n'a jamais été aussi faux.

2. «Augmenter les frais, c'est plus de moyens pour l'éducation.»

Les pays de l'OCDE consacrent en moyenne 1,5 % de leur PIB à l'enseignement supérieur (dont 1% provenant des dépenses publiques). Aux Etats-Unis, où les frais de scolarité élevés sont largement répandus, cette part est de 2,7% (dont 1% publique) alors qu'en France, où seules les écoles de commerce pratiquent des frais importants, elle est de 1,4% (dont 1,2% publique). Pour autant, la situation est très hétérogène aux Etats-Unis mêmes, où il faut distinguer les universités privées (très chères) et publiques (chères) des collèges universitaires (community colleges) moins élitistes et au recrutement plus populaire.

Par ailleurs, il n'y a pas de lien mécanique entre le niveau de dépenses dans l'enseignement supérieur et la qualité de l'enseignement dispensé. C'est le même phénomène que pour la santé : les dépenses par habitant extraordinairement élevées aux Etats-Unis conduisent à une santé comparable à celle des habitants de la République tchèque, où les dépenses sont quatre fois moins importantes. Cette inefficacité du système de santé américain livré au marché se retrouve à l'université. Ce sont les dépenses para-académiques qui explosent

1. David Flacher (Université Paris 13) est membre du Mouvement Utopia. Hugo Harari-Kermadec est membre du NPA et de la Gauche anticapitaliste. Cet article, ici légèrement abrégé, a été publié initialement sur le site de la revue Contretemps (<http://www.contretemps.eu>).

avec les frais de scolarité: publicité, initiatives de prestige, recrutement de chercheurs médiatiques, learning centers et équipements sportifs luxueux. Ces dépenses visent plus à gagner en visibilité et à monter dans les classements internationaux qu'à améliorer la qualité de l'enseignement pour le plus grand nombre:

«Le mécanisme des palmarès de type Shanghai pousse à cette spirale inflationniste: plus l'entreprise universitaire est riche et dotée, plus elle est en mesure de s'acheter des "stars" de la recherche qui feront augmenter la cote de l'université, et plus il sera facile d'élever les frais d'inscription».

Le palmarès a alors un effet performatif, puisqu'il pousse les universités à se conformer aux critères du classement et donc à les actualiser, à les rendre objectifs. La hiérarchie des moyens se conforme au classement, les mieux classés touchant à la fois plus de frais de scolarité et plus de contrats de recherche, ce qui assure en retour la validité du classement, cette fois-ci en termes de puissance économique des institutions, et non plus seulement d'«excellence».

A ceci s'ajoute une explosion des dépenses d'encadrement, par l'augmentation tant du nombre de managers que de leurs salaires, calés sur leurs équivalents dans le secteur marchand plutôt que sur les revenus de leurs collègues enseignants-chercheurs. Finalement, ce n'est pas la qualité de l'éducation mais son coût qui explose avec les réformes néolibérales: en coût relatif, l'enseignement supérieur en France coûte 9 fois moins qu'en Angleterre, 18 fois moins qu'aux Etats-Unis, 38 fois moins qu'au Chili!

A l'inverse, il faut relancer l'augmentation des dépenses publiques dans l'enseignement supérieur, interrompue par le tournant néolibéral, pour le mettre en correspondance avec la massification des études longues et pour rétablir les conditions de travail et le revenu des personnels. En complément, il est urgent de mettre en place une allocation d'autonomie couvrant les besoins des étudiants.

3. *«Tout le monde peut payer grâce au prêt à remboursement conditionnel (ou contingent, ou proportionnel au revenu).»*

Pour rendre acceptable des frais élevés, les gouvernements instaurent des prêts accompagnés de réduction voire d'annulation en cas d'accident sur le marché du travail: le ou la diplômé-e rembourse en

fonction de son revenu. En cas de chômage ou de bas revenu, le remboursement est repoussé ou réduit, voire annulé au-delà d'une certaine durée.

Ce mécanisme, censé combattre «l'aver-sion à l'endettement», c'est-à-dire lever les réticences à contracter un prêt étudiant, est en pratique d'une rare violence: si jamais après avoir perdu son emploi, avoir été expulsé de son logement, vécu dans la précarité, un chômeur diplômé retrouve un revenu décent, il retrouvera automatiquement sa dette étudiante.

Évidemment, les banques privées ne sont pas disposées à prendre ce type de risque, et c'est l'État qui doit l'assurer, tout en laissant les bénéficiaires aux établissements financiers. Le coût public de cette assurance peut s'avérer colossal, au point d'être comparable aux frais de scolarité eux-mêmes.

Le principal avantage réel du recours à l'emprunt est d'accroître le nombre de clients –pardon, d'étudiants!– capables de payer et de réduire la barrière psychologique en présentant les traites mensuelles plutôt que le coût global (comme dans les publicités automobiles: une nouvelle voiture pour 500 euros... par mois). On étend ainsi la financiarisation de l'économie, après l'immobilier, l'automobile et la consommation, à un nouveau secteur: l'éducation.

FINANCIARISATION, MARCHANDISATION ET EMPLOYABILITÉ

4. Financiarisation

Le volume total de la dette étudiante aux Etats-Unis dépasse désormais 1 000 milliards de dollars. Et les diplômés ne sont pas des débiteurs comme les autres: si le droit étasunien autorise à se déclarer en faillite pour se défaire d'un prêt immobilier, au prix de la saisie de son logement, impossible de rendre son diplôme... Il n'y a pas d'échappatoire au remboursement de la dette étudiante, même en cas de crise comme depuis 2008. Il s'agit même d'une introduction à la vie-à-crédit, puisque cette première dette sert à étalonner le credit score indispensable pour toute demande de carte de crédit, de crédit immobilier, etc. Mais cet endettement initial a également un effet performatif dans la mesure où il pèse sur le comportement de l'étudiant et du jeune travailleur, mais aussi sur l'image qu'il ou elle se forme de lui-même ou d'elle-même.

«Le développement de l'endettement des étudiants [...] ne pourra que consolider le rapport strictement marchand que la



plupart des individus "normaux" seront conduits à entretenir avec les institutions d'enseignement, devenues elles-mêmes des instruments de contrôle des individus selon le seul motif de l'intérêt pécuniaire. [...] Devoir rembourser ses études pendant vingt-cinq ans change le rapport que l'on entretient avec l'acquisition des connaissances»².

Cette dette a un effet disciplinant puisqu'elle contraint à penser ses études comme un investissement financier et à se penser soi-même dans une perspective d'investisseur, cherchant à maximiser le rendement financier des études, à court et long terme.

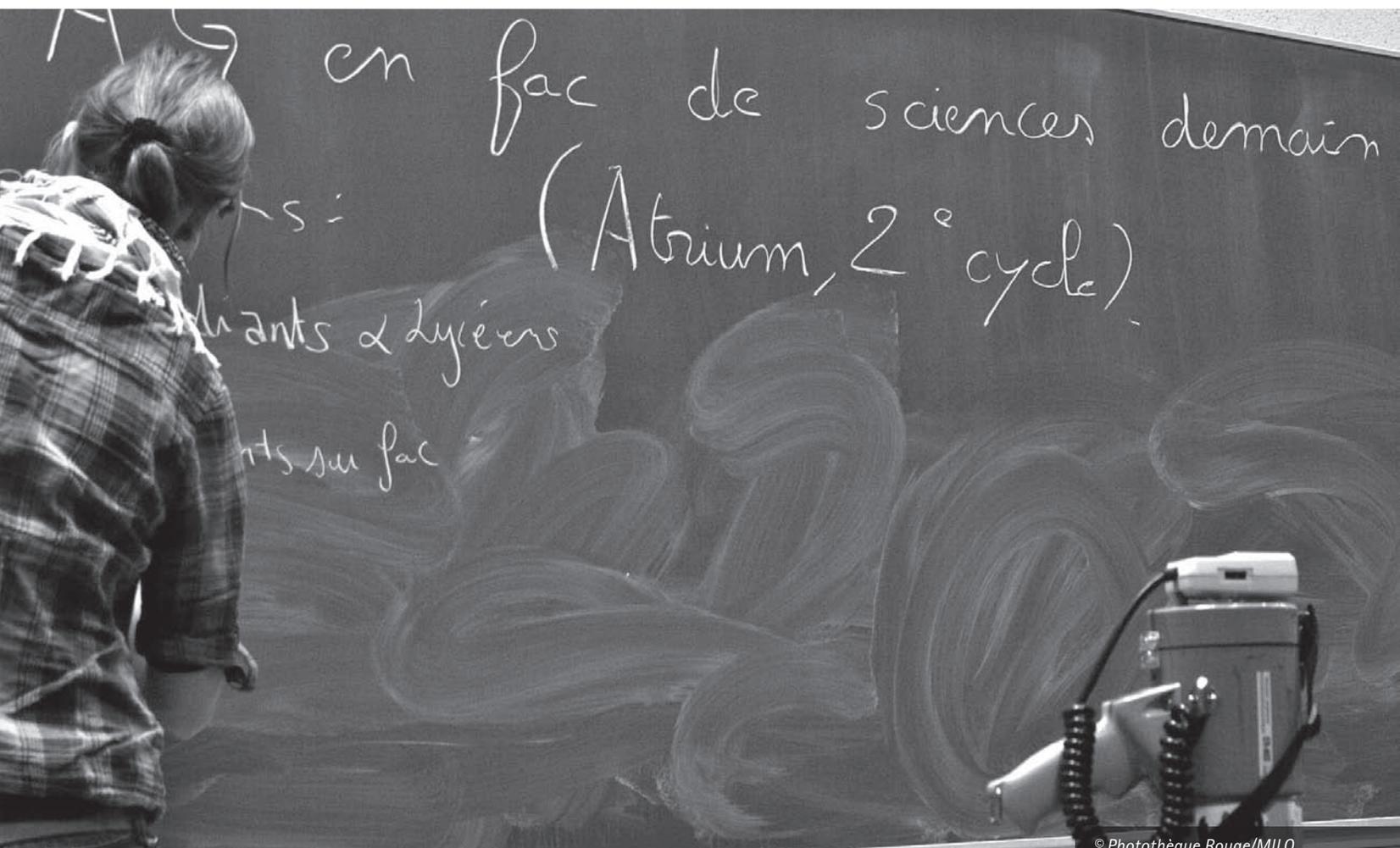
5. Marchandisation

Cette vision des études comme investissement financier est renforcée par la transformation du contenu des cours eux-mêmes. En effet, en mettant un prix sur l'éducation, on en change le sens et le contenu, on en

2. Laval Ch., Vergne F., Clément P., Dreux G. (2011), La nouvelle école capitaliste, Ed. La Découverte, p. 156.

3. Ibid., p. 172.

4. Ibid., p. 12-13 et Marx, K., Le Capital, Livre I, «Quadrige», PUF, Paris, p. 209.



© Photothèque Rouge/MILO

fait une marchandise: «*Cette conception purement économique de la connaissance [...] vise précisément à faire l'économie de la connaissance, c'est-à-dire à se passer de la "connaissance" quand elle n'a pas de valeur économique sur le marché. [...] Cette forme de la valeur connaissance ne naît pas seulement et directement de la vente possible "de produits et de service cognitifs" sur de vrais marchés complets. [...] La forme valeur de la connaissance est l'effet de la normalisation qui lui est appliquée par les outils managériaux de sa gestion et de son évaluation*»⁴.

Hausse des frais de scolarité et nouvelle gestion des personnels sont donc liées. La marchandisation de la connaissance n'est possible qu'avec une transformation du travail des producteurs de cette marchandise, les travailleurs des universités. Cette transformation violente de leur travail leur est imposée à l'aide de nouvelles pratiques managériales [...]

6. Employabilité

Les étudiants souhaitent obtenir un emploi après leurs études, c'est légitime, et pourquoi pas un emploi de qualité (stable, bien

rémunéré, etc.). Mais en présence de frais de scolarité élevés, le salaire se présente comme la seule finalité des études, finalité impérieuse puisqu'il faut rembourser le prêt étudiant. Si les études deviennent un investissement financier, essentiellement à crédit, il faut assurer un retour sur cet investissement. Il ne s'agit plus de suivre des cours mais d'accumuler des connaissances et des compétences immédiatement valorisables sur le marché de l'emploi à la sortie de l'enseignement supérieur: du « capital humain ». Un capital largement fictif, puisqu'il s'agit d'une promesse de salaire supérieur. Plus encore que dans le cas de la bulle immobilière, ce sont les victimes qui seront tenues pour responsables en cas d'éclatement de la bulle.

On exige donc des diplômés de faire fructifier ce capital humain, c'est-à-dire se vendre sur le marché du travail, en étant plus employables que les autres [...] Il s'agit désormais pour chaque salarié non de s'éduquer pour gagner des marges de liberté vis-à-vis de l'exploitation, mais de valoriser au mieux son capital humain ou plutôt d'ajuster ses aspirations à

l'obtention et à la valorisation du capital humain auquel il ou elle est invité-e à se réduire. Se vivre comme des auto-entrepreneurs de leur propre capital humain, voilà ce que doivent incorporer les jeunes étudiants sous le capitalisme néolibéral. Une logique entretenue au cours de la vie professionnelle grâce à la « formation tout au long de la vie ». Quoi de plus simple ensuite que de renvoyer la situation des chômeurs, des précaires et des classes populaires en général à un échec à endosser ce rôle d'entrepreneurs d'eux-mêmes et de leurs carrières. □

GRÈCE

UN SÉISME ÉLECTORAL...

PAR TASSOS ANASTASSIADIS ET ANDREAS SARTZEKIS

Que traduisent et que modifient les élections des 6 mai et 17 juin 2012, quelles sont les évolutions possibles, quelles tâches face à la nouvelle situation politique qui ressort de ces scrutins ? On trouvera ci-après l'analyse de deux militants de l'OKDE-Spartakos (section grecque de la IV^e Internationale), une des composantes de la coalition de la gauche anticapitaliste Antarsya.

Depuis le début du printemps, le recul des luttes a été l'élément marquant. Celles-ci n'ont pas été vaincues — on se rappelle que malgré l'accumulation progressive des mesures anti-sociales catastrophiques pour les travailleurs et leurs familles, la participation aux journées de grève générale s'est toujours maintenue à un niveau remarquable. Mais l'attente d'une solution politique a produit son effet : l'idée de voter contre les responsables du mémorandum et de la politique anti-ouvrière et de pouvoir de cette manière obtenir ce que les mobilisations n'ont pu arracher. En même temps, des luttes importantes ont continué ou continuent, comme dans les hôpitaux, la sidérurgie et dans la presse.

Les travailleurs/euses du quotidien Eleftherotypia ressortent, chaque samedi depuis 3 semaines, une édition réalisée par les grévistes. Même si des divisions, exploitées par la direction, sont apparues chez les grévistes, c'est une lutte symbolique pour le milieu de la presse et des médias, dominé par des requins liés aux armateurs ou à la construction, piliers des différents régimes. En dehors des licenciements qui ont lieu chaque jour, des milliers de travailleurs/euses y travaillent sans être payés, parfois depuis des mois ! L'autre lutte, c'est celle des travailleurs de Halivourgia, entreprise de sidérurgie qui employait 379 personnes au début de la grève, menée contre la décision patronale de licencier 120 personnes. La lutte dure désormais depuis huit mois, et même si elle rencontre différentes difficultés et a été déclarée illégale le 28 mai, une assemblée générale a rassemblé 250 grévistes le 6 juin, dont 204 ont voté la poursuite de leur mobilisation, qui jouit d'un vaste soutien populaire et... du silence de la plupart des médias.

LES ÉLECTIONS DES 6 MAI ET 17 JUIN

Cette situation de relative mise en veilleuse des luttes (de même, la relance du mouvement d'occupation des places n'a pas trouvé un écho massif) explique en bonne partie le fait que «le débouché politique aux luttes ouvrières», en l'occurrence les élections, ont eu lieu dans un climat plutôt atone. Même si la possibilité de les tenir a donné lieu à un combat, tant il était clair que la bourgeoisie grecque mais plus encore européenne s'en serait bien passée. Rien à voir avec les énormes rassemblements des élections antérieures, sans même revenir aux «grandes messes» du PASOK dans les années 1980 ou 1990. Le résultat premier, c'est celui d'une abstention croissante, comme le montrent le tableau plus bas. Phénomène étonnant, puisqu'une solution semblait pouvoir venir de là, mais phénomène explicable en raison de «l'offre politique» qui semblait proposer peu de nouveauté en termes de résultats crédibles.

Or, les deux élections du 6 mai et du 17 juin ont offert bien des surprises, en positif et en très négatif. Même si le système institutionnel sort à peu près préservé de ces deux scrutins, des bouleversements d'ampleur s'y sont produits et changent la donne pour la nouvelle période.

Le tableau ci-dessous permet de voir les évolutions très fortes qui se sont produites entre 2009 et 2012. Afin de bien les comprendre, quelques précisions :

- Le PASOK (le parti socialiste grec) fondé par Andreas Papandreou a remporté, en 1981, les premières élections grecques débouchant enfin sur la victoire d'un parti de gauche. Après le «règne» d'Andreas et la période du «réformateur» Simitis (sorte de rocardien) est venu le successeur, Giorgos Papandreou. Premier ministre en 2009, il a été le déclencheur officiel du processus de la crise, dont les facteurs

lui sont évidemment antérieurs (Kostas Karamanlis, le neveu de l'ancien président de la République, a pesé de tout son poids de chef de la droite pour cacher les chiffres réels du déficit et faire continuer les combines). Avec Giorgos, c'est une nouvelle génération de dirigeants qui a pris les rênes du PASOK. Cette équipe ne s'embarrasse pas de précautions sociales-démocrates, n'hésite plus à insulter les travailleurs ni à favoriser le racisme en déblatérant sur le danger que représenteraient les immigrés. Les néo-nazis doivent une bonne part de leur actuel succès à des gens comme Loverdos ou Chrysochoïdis...

- La Nouvelle Démocratie (ND) est le vieux parti de la droite partagée entre libéraux et réactionnaires classiques (nationalisme, ouverture à la droite extrême...). Son nouveau chef, Antonis Samaras, est un ancien ministre des Affaires étrangères. Il avait alors failli provoquer une guerre avec la République de Macédoine. Son discours actuel est bien sûr aussi centré sur le danger de l'immigration. A noter l'intégration ces derniers mois dans la ND de cadres provenant du parti LAOS («Alerte populaire orthodoxe», extrême droite), dont certains ont été membres de groupuscules fascistes.

- Le KKE (Parti communiste grec), dirigé depuis une vingtaine d'années par Aleka Papariga, est resté très stalinien. Sa campagne était basée sur le fait que la seule chose à faire, la seule perspective pour les électeurs, était de renforcer le KKE.

- Le LAOS est un groupe d'extrême droite, regroupé autour de son chef, Giorgos Karatzaferis. Ces deux dernières années, il ne s'est pas opposé au mémorandum et, en automne dernier, il a intégré le gouvernement «d'union nationale» du PASOK et de la ND, se grillant ainsi quasi complètement et ouvrant par là même la porte à un groupe cette fois ouvertement nazi, Chryssi Avgi («Aube dorée»).

- Les Grecs indépendants sont un mouvement de droite nationaliste issu récemment de la ND et se prononçant contre le mémorandum... et contre les immigrés.

- Dimar («Gauche démocratique») est, pour l'essentiel, une rupture récente de Syriza sur sa droite, qui tente d'occuper la place

ET APRÈS ?

	OCTOBRE 2009		6 MAI 2012		17 JUIN 2012	
	abstention 29 %		abst. 35,1 %		abst. 37,5 %	
PASOK	43,9 %	160 sièges	13,2 %	41 sièges	12,3 %	33 sièges
ND	33,5 %	91	18,8 %	108	29,7 %	129
KKE	7,5 %	21	8,5 %	26	4,5 %	12
LAOS	5,6 %	15	2,9 %	-	1,6 %	-
Syriza	4,6 %	13	16,8 %	52	26,9 %	71
Écolos	2,5 %	-	2,9 %	-	0,9 %	-
Antarsya	0,36 %	-	1,19 %	-	0,33 %	-
Chryssi Avgi	0,29 %	-	6,97 %	21	6,9 %	18
Grec Ind.	-	-	10,6 %	33	7,5 %	20
Dimar	-	-	6,1 %	19	6,3 %	17

qui était celle du PASOK avant son effondrement électoral.

Quant aux écolos, leur dirigeante a mené une campagne active, se prononçant notamment pour l'interdiction de Chryssi Avgi et se plaçant dans une perspective de gauche.

LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX...

Le mode du scrutin : le vote est à un tour, sur des listes de partis comprenant les noms des candidats qu'on choisit avec un système de croix, ce qui entraîne d'ailleurs une campagne individuelle (coûteuse!) au sein de la campagne, la gauche étant fort réservée sur cet aspect. Si à l'issue du scrutin il n'y a pas de majorité en sièges (151) pour un parti, le président de la République consulte pour voir si des alliances parlementaires sont possibles. C'est ce qui s'est passé le 6 mai, et comme les différents dirigeants des partis arrivés en tête n'ont pas pu proposer une alliance dotée d'une majorité parlementaire, un nouveau scrutin a été organisé le 17 juin. Pour disposer de députés, un parti doit obtenir au moins 3% des voix, ce qui exclut toujours de la représentation parlementaire une partie plus ou moins large des électeurs/trices. Le parti arrivé en tête bénéficie automatiquement, en plus de sa représentation proportionnelle, d'une « prime » de 50 députés. Il faut préciser que tous les partis à la gauche du PASOK demandent le scrutin proportionnel intégral.

Le tableau ci-dessus donne les scores des principaux partis qui se présentaient, mais il faut savoir que, par exemple pour l'élection du 6 mai, il y avait nationalement 32 formations qui se présentaient, parmi lesquels les infinies variantes de la gauche révolutionnaire (maoïstes ML : 0,25 % ; trotskystes ex-healistes : 0,1 % ou ayant rompu avec la IVe Internationale : 0,03 %...)

... ET LEUR SIGNIFICATION

Le vote du 6 mai a constitué un véritable séisme électoral. Mais avant d'en voir le détail, il faut préciser qu'en tenant compte de toutes les formations qui se présentaient et du nombre de voix obtenues par chacune, ce sont au total 19% des votes exprimés qui n'avaient pas été représentés au Parlement. Le 17 juin, ce ne sont plus que 6% qui ne sont plus représentés : c'est dire toute la pression du vote utile intervenue entre les deux scrutins, comme on le voit avec les votes en baisse pour Antarsya ou pour les écolos.

Le résultat du 6 mai est une condamnation qui aurait dû être sans appel des partis du mémorandum : les trois partis du gouvernement « d'union nationale » formé en automne y perdent, par rapport à 2009, des pourcentages de voix comme on le voit rarement à une telle échelle pour un total d'environ 6,5 millions de votants (inscrits : environ 10 millions). La ND passe

de 2,29 millions de voix à 1,19. Le LAOS de 386 200 à 183 400 et à 97 000 en juin. Mais c'est le PASOK qui est le grand perdant, ouvrant une perspective fondamentale pour les mois ou années à venir : il passe de 3,01 millions de voix à 833 500 en mai et 755 800 en juin ! Phénomène impressionnant que ce délaissement du parti dominant des trente dernières années par ses électeurs/trices, qui jusqu'ici avaient menacé d'une telle attitude dans les intentions de vote (Syriza s'était laissé prendre au piège de l'euphorie sondagière en sa faveur il y a quelques années) mais n'étaient jamais passés à l'acte. C'est dire la profondeur de la crise telle qu'elle est vécue par la très grande majorité de la population.

Évidemment, ce bouleversement amène toutes sortes de questions :

Un redressement, même partiel, du PASOK est-il encore envisageable ? Si sa direction autour du très droitier et bavard Venizelos a choisi la prudence, en participant au nouveau gouvernement de Samaras sans y envoyer de représentant direct, il semble que tant la consistance politique de l'actuelle direction, défenseuse farouche des intérêts bourgeois (Venizelos, Loverdos, Chryssoidis, Diamantopoulou, etc.) que les distances prises par un certain nombre de dirigeants syndicaux empêcheront toute récupération du PASOK dans les mois qui viennent.





Les perspectives syndicales? Les directions de la Confédération unique (GSEE) et de la Fédération du Public (ADEDY) sont à majorité PASOK. Alors qu'on a vu ces directions manier un langage gauche tout en empêchant une transformation des mobilisations en grève générale reconductible, il est possible que des prises de distance se multiplient. Déjà, on a vu des dirigeants, bureaucrates connus comme tels, de grosses fédérations (DEI-l'électricité; OTOE-fédération des banques) délaisser l'actuel PASOK et se rapprocher de Syriza...

Ce phénomène n'est pas à négliger dans un contexte où la gauche radicale et anticapitaliste s'interroge sur la possibilité de passer des coordinations de syndicats de base à la création d'un syndicat de lutte. De même, l'un des prétextes employé par le courant syndical du KKE dans la GSEE —le PAME— pour apparaître de plus en plus comme un syndicat opposé

(et manifestant loin des autres cortèges), est la main mise du PASOK dans GSEE et ADEDY et la ligne qu'il y impose: d'éventuelles évolutions favoriseraient peut-être des cadres syndicaux unitaires... à condition que ces derniers n'apparaissent pas comme étant contrôlés par des bureaucrates, même relookés!

Comment se structureront politiquement les ex-électeurs/trices du PASOK? Cette question intéresse évidemment toute la gauche, mais deux partis ont pris les devants: Syriza (voir ci-dessous) et Dimar, une scission droitiste de Syriza, emmenée par l'ancien cadre dirigeant Kouvelis. Ce qui est intéressant dans le cas de Dimar, c'est son relatif échec, preuve de la radicalisation qui s'est opérée avec les luttes contre le mémorandum et la troïka.

Son pari était qu'un espace s'ouvrirait pour «récupérer» les voix du PASOK et qu'une adaptation «social-démocrate» était nécessaire pour ne pas effrayer et parvenir à attirer ses électeurs déçus. Pari largement

perdu, car la colère populaire est telle que justement, des millions de travailleurs/euses et de jeunes veulent des solutions radicales pour rompre avec la troïka et le mémorandum. Le résultat est qu'il n'y a guère de place pour Dimar, malgré la sympathie dont bénéficiait Kouvelis. D'ores et déjà, Dimar a un problème de survie politique que, dans un premier temps, il a cru résoudre en participant lui aussi, à la manière du PASOK, au gouvernement de Samaras, et cela alors que Dimar se dit contre le mémorandum...

LA PERCÉE DU VOTE NÉO-NAZI

L'évolution la plus inquiétante du scrutin du 6 mai, confirmée par celui du 17 juin, est l'apparition d'un vote assez fort pour un groupe ouvertement nazi, Chryssi Avgi (Aube dorée). Il est composé de petites frappes issues des flics, des agents de sécurité de boîtes mafieuses et d'un noyau de malades ne jurant que par Hitler. Tout ce ramassis forme tout simplement



un groupe de tueurs, qui multiplient les agressions contre les immigrés et commencent à s'en prendre aux militant-e-s des partis ouvriers.

Ce qui est impressionnant, c'est sa relative stabilité entre les deux élections. Son score du 6 mai pouvait s'expliquer par un effet surprise : les médias ne s'intéressaient pas à lui -plus grave, les organisations ouvrières non plus- et la tactique de ce groupuscule était double : multiplier des opérations contre les immigrés, en les expulsant de leurs appartements (avec le soutien, à peine tacite, de certains policiers), et organiser des opérations « mains propres » de remise publicitaire de l'appartement à son propriétaire qui parlait ainsi autour de lui de ces « braves jeunes gens » qui « savent comment empêcher les immigrés de faire leur loi »... Propagande du bouche à oreille et sur fond de rumeur, mais s'appuyant sur deux réalités :

- Un racisme d'État promu par des ministres du PASOK, mettant en cause les

immigrés comme important des maladies, créant des problèmes de sécurité...

- L'impunité dont bénéficient les racistes et les nazis en Grèce : nier l'holocauste ne pose aucun problème, publier des journaux glorifiant Hitler et pratiquer le salut nazi non plus, et on a vu depuis des années les MAT (CRS) et les petites frappes nazies charger ensemble les manifestants, sans que les policiers ne soient sanctionnés.

Résultat : 441000 voix le 6 mai, et le soir même, une espèce de bouffon (élu député...) ordonnant aux journalistes de se lever pour honorer le führer local, condamné dans les années 1970 pour terrorisme ! Quelques jours plus tard, un autre dirigeant du groupe frappait une députée du KKE lors d'une émission télévisée en direct : les images ont fait le tour de la Grèce et même du monde, et on aurait dû s'attendre, pour des raisons au moins de façade démocratique, à une chute des votes pour ces nazis.

Mais en fait, ils ont recueilli le 17 juin 426000 voix, donc quasiment le même

score. Pire, ils ont réalisé ce score en perdant 25% de leurs électeurs du 6 mai (qui cette fois-ci ont voté à 17% pour ND et à 8% pour Syriza). En exposant leur vrai visage à tout le monde, ils ont donc gagné pas loin de 100000 nouveaux électeurs/trices ! On comprendra que la situation est inquiétante, quand on voit qu'ils réussissent des scores importants dans certaines banlieues populaires : 9,3% au Pirée zone 2, 9,06% dans la région électorale de l'Attique, 16% dans la banlieue ouvrière d'Aspropyrgos, 10% dans celle d'Elefsina. En province, ils réussissent aussi quelques scores : 10,9% dans la très réactionnaire Laconie (Sparte) et 10% en Corinthie.

Pour le moment, ce groupe reste un groupuscule : ses coups de mains sont souvent une manipulation de jeunes encadrés par un adulte, membre du groupe. Mais le vote du 17 juin, les possibilités d'organisation que vont lui donner ses élus, ainsi que la législation qui leur accorde l'impunité, en font une menace à contrer au plus vite, d'autant qu'on voit avec ce vote populaire dans des quartiers laminés par le chômage que la structuration « classique » d'un mouvement nazi, favorisé par une partie de la bourgeoisie qui y trouverait son intérêt, fait partie des possibilités de la période.

On peut même penser qu'un véritable choix a déjà été opéré par une fraction de la bourgeoisie et de l'appareil d'État. A côté des complicités évidentes entre flics et nazis, on ne peut qu'être révolté par l'impunité dont bénéficient ces criminels : report de procès accordé au voyou qui a frappé la députée KKE et qui est accusé pour une agression à main armée antérieure, libération de sept des cogneurs de Verria (ville du nord, dont la population juive avait été envoyée dans les camps de la mort par les nazis) qui ont été formellement identifiés comme ayant effectué une descente armée dans un café de la ville tenu par un militant de gauche... qui, lui, a été inculpé !

Dans la banlieue ouvrière de Nikaia, les nervis ont été véritablement embauchés par des petits propriétaires grecs pour aller intimider les commerçants égyptiens établis là depuis plus de 20 ans... A la campagne, l'étude des évolutions montrant que dans pas mal d'endroits les anciens votes LAOS se sont reportés en masse sur Chryssi Avgi, laisse supposer des pressions « amicales » des centres de police. Tous ces exemples posent la question de l'existence possible d'une concertation entre différents secteurs

Parlement grec à Athènes. Wikimedia commons





de la bourgeoisie en vue de disposer d'une véritable milice fasciste dans cette période de radicalisation.

L'IMMENSE SUCCÈS DE SYRIZA

Très grand succès de Syriza: c'est là la bonne nouvelle, même si c'est en même temps une grande surprise, y compris en son sein. Syriza est composé, rappelons-le, du parti réformiste Synaspismos, de plusieurs groupes révolutionnaires, et de personnalités, regroupées ou pas dans de petites associations, tel l'infatigable militant antinazi Manolis Glezos, qui décrocha le drapeau nazi de l'Acropole en 1941.

La surprise vient de la situation interne de Syriza, traversé par un certain nombre de crises dont la plus marquante avait été la prise de distance du prédécesseur d'Alexis Tsipras à la tête du Synaspismos, Alekos Alavanos, pouvant faire douter de sa crédibilité comme alternative à gauche.

De plus, passer en trois ans de 4,6% à 16,8% n'est pas un phénomène courant. Une grande part des électeurs/trices du PASOK a choisi de voter Syriza. Cela supposait deux conditions:

- D'abord, une colère qui pouvait se reconnaître dans une organisation identifiée aux luttes syndicales, mais aussi aux rassemblements des indignés et autres formes de protestation populaires. Syriza, même si bien sûr il n'est pas le seul mouvement à lutter sur tous ces terrains-là, est identifié à ces luttes, avec le bénéfice d'une image connue, avec son groupe parlementaire, petit mais permettant par exemple d'être régulièrement cité et interrogé dans les médias (à la différence, par exemple, d'Antarsya, le regroupement anticapitaliste qui dispose peut-être du même nombre de militant-e-s sur le terrain, mais reste nationalement assez peu connu).

- Ensuite, c'est le message politique qu'a fait passer Syriza, pour répondre au problème du débouché politique dont nous parlions au début: proposer la formation d'un gouvernement de gauche pour rompre avec le mémorandum. Dans un contexte de division à gauche, avec des réponses sectaires du KKE ne parlant que de lui ou du désastre, et une réponse inadaptée d'Antarsya appelant seulement aux luttes, le fait que 1,06 millions de travailleurs/euses aient voté pour Syriza montre la force qui s'est mobilisée pour avancer dans cette voie et s'en donner les moyens. Plus fort encore, le vote du 17 juin en est une confirmation



15 juin 2010 meeting à la Mutualité, Tassos Anastasios, membre de la coalition Antarsya. Photothèque Rouge/MILO

éclatante: dans un contexte de folie sur la «peur du rouge», scandée sur tous les tons à chaque instant en provenance des médias grecs, des commissaires européens, de Hollande ou d'Obama, avec à gauche un KKE qui cette fois collait des affiches contre Syriza, la coalition réformiste-radical a obtenu 1,6 million soit 600000 voix de plus que le 6 mai. L'enjeu était clair: la possibilité que parvienne au gouvernement d'un pays européen une force porteuse de revendications radicales, avec toute la dynamique possible.

Dans ce contexte, la victoire de la droite donne un répit à la bourgeoisie et représente une défaite par rapport à une occasion qui se présente rarement: la victoire d'une gauche radicale dans un contexte de mobilisation se serait traduite le 18 juin par une vague de mobilisations croissantes pour une politique au service des travailleurs.

En même temps, le vote du 17 juin n'est pas ressenti uniquement comme une défaite, il ouvre une période où les discussions unitaires, les perspectives politiques sont

d'autant plus importantes que, malgré la victoire du réactionnaire Samaras, le gouvernement n'est pas en position de force, et cela pas seulement parce que le PASOK et Dimar ne vont rien faire pour trop l'aider. Populiste indémodable, Samaras a usé de démagogie en promettant qu'il ne permettrait pas de nouvelles baisses des rémunérations. Bien sûr, l'UE se charge de le rappeler, celles-ci sont promises à de nouvelles coupes, et on attend le passage de la troïka début juillet... D'où l'urgence non seulement de préparer des cadres de front unique, mais aussi d'ouvrir des perspectives de solutions politiques victorieuses.

FORCES ET FAIBLESSES

L'examen des résultats de Syriza montre d'importants changements, dont la suite dira s'ils sont profonds ou provisoires, et cela aussi bien par rapport au PASOK que par rapport au KKE. Syriza devient le premier parti dans des fiefs du PASOK tels que la Crète (dans toutes ses régions), l'Achaïe (Patras, fief des Papandreou),

Samos (dominé par le KKE). Surtout, dans la première région en nombre d'habitants comme de travailleurs/euses, l'Attique, Syriza arrive en tête (31% dans Athènes zone 2, 36,3% au Pirée zone 2, 30,2% dans le reste de l'Attique), où on vérifie aussi à quel point le vote de classe est ancré (plus de 58% pour la gauche au Pirée zone B). Dans bon nombre de banlieues ouvrières, Syriza dépasse, parfois de loin, les 30%. C'est donc encourageant.

Pour autant, et même si on peut dire que globalement il n'y a pas eu d'erreur majeure de Syriza, les faiblesses sont bien là. Les principales sont certainement celles qui sont apparues dans la campagne pour le scrutin du 17 juin: le mémorandum n'était plus systématiquement à abroger mais pouvait être rediscuté; pour la dette, on demandait un délai, et non plus son annulation. Le jour du meeting central à Athènes, retransmis par les télévisions, Alexis Tsipras n'a pas dit un mot sur le gouvernement de gauche, thème porteur du 6 mai, c'est-à-dire n'a pas lancé de bataille concrète et crédible sur la possibilité d'engager une mobilisation en direction du KKE et d'autres forces pour former un gouvernement d'urgence sociale dès le 18 juin. Et pas un mot non plus pour appeler à la mobilisation antifasciste.

Ces reculs «réalistes» ont pu faire douter de la volonté de la direction de Syriza d'aller à l'épreuve de force. Ils renvoient à un problème de fond: plus de huit ans après sa fondation, la ligne politique de ce regroupement reste déterminée par sa composante ultra-majoritaire, Synaspismos, les groupes révolutionnaires ne parvenant pas à y imposer une dynamique anticapitaliste. Les déclarations de Tsipras sur «l'opposition honnête» qu'il compte mener face à un gouvernement aux ordres de «l'Internationale malhonnête» renforcent cette tendance réformiste et institutionnelle caractéristique du Synaspismos.

LA CAMPAGNE ET LES RÉSULTATS D'ANTARSYA

Le regroupement anticapitaliste Antarsya, composé de plusieurs organisations révolutionnaires dont ses deux principaux partis en Grèce, le NAR et le SEK, avait décidé de candidatures pour le 6 mai. Sa campagne a été battante, même si l'absence de mobilisation nationale a pesé. Les résultats ont cependant représenté le triple de ceux de 2009: 75400 voix, avec des scores supérieurs à la moyenne à Lefkada (3,08%), à Chania en Crète

(1,64%) ou à Preveza (1,63%), à Iannina (1,77%) et Athènes (1,50%).

Mais ces scores ont fondu lors du scrutin du 17 juin, polarisé entre Syriza et la ND. Bien des sympathisant-e-s ont expliqué soutenir plus que jamais Antarsya, mais voter utile en choisissant Syriza. Au-delà de ces chiffres, ce qui est important, c'est que la campagne a bien été conçue, sans sectarisme, avec une conscience claire qu'il ne fallait pas attendre de bons résultats mais s'appuyer sur les possibilités d'une campagne nationale pour appeler à la poursuite des mobilisations.

En même temps, c'est là le point faible, Antarsya s'est peu préoccupée des réponses politiques centrales dans la période, et en particulier des réponses en termes de gouvernement, et de l'attitude qu'il faudrait avoir par rapport à un gouvernement de type Syriza. Le caractère de la période fait qu'il faut sûrement se préoccuper concrètement de ces questions et engager des campagnes sur ce terrain, en appelant par exemple à l'unité d'action Syriza-KKE-Antarsya.

DÉFINIR DES PRIORITÉS

Bien sûr, la lutte antinazie est désormais centrale, et il convient de ne plus attendre. Déjà des mobilisations locales ont eu lieu ou vont se dérouler: à Perama, banlieue où les nervis ont attaqué chez eux des Égyptiens installés en Grèce depuis très longtemps, mille manifestants ont riposté. A Kallithea, plusieurs manifestations avec à chaque fois au minimum plusieurs centaines de personnes ont été les premières réponses aux agressions auxquelles se livrent quelques nazis impunis. Le problème se pose surtout en ce moment à l'échelle nationale: quel mouvement engager? Quelles revendications (débat sur l'interdiction, rendue plus difficile avec des tueurs comme Kasidiaris élus députés)? Et il y a des hésitations entre les associations. Ce qui est sûr, c'est que dans un pays qui s'est délivré tout seul des nazis auteurs de nombreux massacres dans les villes et les villages, une mobilisation nationale autour des villages martyrs pourrait renforcer la dynamique à l'œuvre.

Mais sur ce terrain comme sur bien d'autres, ce qui sera déterminant, ce sont les luttes ouvrières, seules à même d'isoler les fascistes et de les couper d'une éventuelle influence populaire. On retrouve ici les mêmes problèmes que ceux rencontrés ces dernières années, mais ce qui est nouveau, c'est que la percée de Syriza,

les reculs du KKE et la résistance sur le terrain des forces d'Antarsya peuvent permettre d'avancer sur le thème de l'auto-organisation et de la coordination des luttes

Enfin, la démarche pour former des cadres de front unique doit s'accompagner d'une volonté de discuter avec les forces anticapitalistes non regroupées dans Antarsya, comme le groupe DEA ou Kokkino (membres de Syriza). Renforcer la gauche anticapitaliste, dont les forces sont importantes en Grèce, est indispensable pour avancer sur les deux priorités précédentes. □

Notre correspondant en Grèce s'est entretenu avec Stathis Traxanatzis, vice-président de la Bourse du Travail d'Athènes (qui regroupe 547 sections syndicales du premier degré – voir encadré page 26 –, représentant 140 000 adhérents), membre de Synaspismos (la principale composante de Syriza) et d'Aftonomi Paremvasi (« Intervention autonome », la tendance syndicale proche de Synaspismos).

Que penses-tu du résultat des élections du 17 juin ?

Les élections ont reflété la situation en Grèce depuis deux ans. Les politiques mises en place par la troïka et le gouvernement grec représentent un recul de cinquante ans et ont été mises en œuvre d'une manière violente. Il y a un problème de démocratie en Grèce car toutes les lois ont été appliquées sans concertation, on dirait que les syndicats n'existent pas. Les Grecs ont exprimé, au travers des élections, leur colère face à ce qui leur arrive depuis deux ans. Cette colère aurait pu être encore plus grande, renforçant davantage la gauche. Car on a observé la montée de l'extrême droite qui a su profiter de la manière antidémocratique dont les mesures ont été appliquées, pas seulement du sujet de l'immigration qui est très aigu en Grèce avec des milliers d'immigrés qui affluent sans cesse. Cette colère aurait pu être plus grande en raison de l'intervention quotidienne des forces de l'Union européenne (Allemagne, France, etc.) qui voulaient dicter leur vote aux Grecs et qui cultivaient des peurs irrationnelles: il fallait ne pas se tromper de vote pour ne pas se retrouver sans électricité, sans essence, sans travail, etc. Il y a eu un terrorisme intellectuel incroyable, qui, je pense, a refroidi une partie de la colère. Le résultat des élections est dû à la colère des gens et à leur volonté de changer de vie. Lors de la vague des suicides chez France Télécom, on pensait que cela n'arriverait jamais en Grèce: aujourd'hui, on a le record des suicides en Europe. C'est une situation critique, résultat de changements violents dans le droit du travail. Les mesures appliquées, dictées par le SEB (le Medef grec, plusieurs syndicalistes ont prouvé que le mémorandum a été écrit par des gens proches du SEB), ont été appliquées violemment et dans

ENTRETIEN AVEC STATHIS TRAXANATZIS

« LE MOUVEMENT SYNDICAL ET ESSAIE DE SE R...

un laps de temps très court, dans un pays qui n'a pas les structures et les aides pour les chômeurs qui peuvent exister dans d'autres pays, comme la France ou l'Allemagne.

Comment expliques-tu le score électoral de Syriza ?

Ce score est un fait très positif car Syriza était partie prenante des résistances des gens et un allié clair aux yeux de tous. Syriza a été la cible privilégiée des médias et des forces dominantes bourgeoises,

en raison de son action tournée vers l'extérieur. La coalition était la cible d'improbables accusations, d'avoir, par exemple, des relations avec le terrorisme. Syriza entretenait un contact quotidien avec tous les mouvements des citoyens et avec tous les syndicats et je pense que cela, ainsi qu'une très bonne campagne électorale, explique le très bon score électoral.

Quelle est la situation actuelle sur le front des mobilisations ?



PROPOS RECUEILLIS PAR YANIS KASTANOS

SYNDICAL A SUBI UNE DÉFAITE ET RECONSTITUER»

La réforme des retraites des gouvernements PASOK (PS)/ND (droite) a rajouté plusieurs années de cotisation aux travailleurs (plus de dix ans pour les femmes!) Les mesures sont passées malgré une multitude de grèves, lancées souvent par des sections d'entreprise, dans les mairies, les raffineries, les transports, des grèves souvent locales mais très dynamiques. Si ces grèves n'ont pas toujours été victorieuses c'est parce que les grandes organisations syndicales manquent de

crédibilité aux yeux des travailleurs en raison d'une bureaucratie et d'une politique qui ne les représentent pas depuis bien avant la crise.

Aujourd'hui, il est clair que le mouvement syndical a subi une défaite stratégique et essaye de se reconstituer. Il est défait car les directions des centrales syndicales, là où Aftonomi Paremvasi est minoritaire, n'ont pas écouté les gens, n'ont pas voulu affronter la politique appliquée, n'ont pas eu l'initiative des actions avec, par

conséquent, des réactions défensives sans un véritable résultat.

Nous ne sommes pas satisfaits mais croyons que le rapport de forces au sein des syndicats changera grâce à la montée de la gauche, notamment de Syriza, et le désengagement des travailleurs et des syndicalistes de l'influence du monde politique bourgeois car la situation est extrêmement difficile (pauvreté, chômage...). Ce qui s'avérera décisif sera la capacité des syndicats à exprimer, homogénéiser et coordonner les mobilisations dispersées et, aussi, à regagner l'initiative des mouvements afin d'arrêter cette descente aux enfers et d'initier une période de nouvelles revendications. Car quand la crise sera derrière nous, quand l'argent aura changé de mains au sein du bloc capitaliste, les gens seront affamés et abattus.

Comment le score de 27% obtenu par Syriza peut-il se traduire sur le terrain des mobilisations?

Syriza fait un effort dans cette direction car, jusqu'à maintenant, il n'avait pas un poids important dans les syndicats. Syriza a créé des liens avec les nouveaux mouvements sociaux et il est fort, pour la première fois, dans les quartiers populaires (de 35 à 40% contre 4% il y a peu). Il doit donc construire de fortes organisations sociales qui seront ses appuis, aussi bien maintenant qu'il est dans l'opposition que quand il aura, probablement, formé un gouvernement. Il ne pourra pas imposer de grands changements sans le soutien des citoyens et des mouvements contre la réaction de la ploutocratie, des multinationales et des appuis économiques du monde politique bourgeois.

Ce score électoral modifie-t-il l'intervention syndicale de Syriza?

Aftonomi Paremvasi (AP) bénéficie de la dynamique actuelle car elle est perçue, malgré son indépendance, comme le représentant de Syriza au niveau syndical. On essaie actuellement de regrouper et d'unifier les actions dispersées afin d'exercer une pression sur les directions des centrales syndicales pour qu'elles aillent de l'avant. Un autre objectif est de contribuer activement à l'expression d'une solidarité sociale et à l'organisation d'un tel réseau, dont des composantes fleurissent déjà en Grèce. L'AP va créer des structures de soutien aux personnes sans logement, qui ont du mal à se nourrir ou à consulter un médecin ou à acheter

DR



L'organisation des syndicats grecs

La législation grecque prévoit 3 niveaux (ou degrés) d'organisation des syndicats.

À la base, on trouve les syndicats de premier niveau qui sont dotés d'une autonomie juridique. Beaucoup sont regroupés par entreprise ou sont des antennes d'organisations régionales ou nationales plus importantes.

Viennent ensuite les organisations de deuxième niveau (ou degré) : les fédérations sectorielles et les organisations régionales, appelées centres de travail (que l'on peut traduire par « Bourses du travail »). Chaque syndicat de premier niveau s'affilie à la structure de deuxième niveau de son choix.

Enfin, les structures de troisième niveau sont les confédérations, comme la GSEE, composées d'organisations de deuxième niveau. La GSEE se compose de 150 organisations de deuxième niveau (69 fédérations sectorielles et 82 centres de travail).

Les deux grandes confédérations syndicales (ou « centrales syndicales ») sont la GSEE (Confédération générale du travail de Grèce), qui regroupe les travailleurs du secteur privé, et l'ADEDY (Confédération des syndicats des fonctionnaires), qui représente uniquement les fonctionnaires. Les principaux partis politiques sont représentés directement dans les organisations syndicales par le biais de fractions (ou tendances) organisées. Ces tendances sont représentées dans les directions syndicales. Ainsi le président de la GSEE est issu de la fraction liée au PASOK et son secrétaire de la fraction proche du parti de la Nouvelle démocratie.

Aftonomi Paremvasi (tendance liée à Synaspismos) avait obtenu 10% des voix au congrès de 2010 de la GSEE.



des médicaments. À la Bourse du Travail, on envisage l'ouverture d'un cabinet médical pour les chômeurs et les travailleurs précaires.

Quels rapports entretenez-vous avec Antarsya ?

Nous avons travaillé ensemble car nous avons mis en place la Coordination des syndicats du premier degré : on voulait avoir un outil pour mobiliser par en-bas les travailleurs quand les centrales syndicales ne prennent pas d'initiatives, et aussi pour exercer une pression sur les directions de ces centrales (auxquelles nous participons mais où nous sommes minoritaires). Nous travaillons donc depuis deux ans avec les forces d'Antarsya, non sans problèmes mais cela est normal lorsqu'il y a des avis différents. Nous

voulons développer cette coopération et, actuellement, nous œuvrons à la mise en place d'une coordination au niveau des fédérations pour des actions revendicatives communes et pour accroître la pression sur les centrales syndicales.

Quel devrait être le rôle d'Aftonomi Paremvasi face à un éventuel gouvernement de gauche ?

Les syndicats sont toujours dans l'opposition face au patronat et face au gouvernement, peu importe de quel gouvernement il s'agit. Je pense que, dans un tel cas, le rôle des syndicats serait d'exercer une pression sur le gouvernement afin qu'il applique son programme, de soutenir les grands changements radicaux dans l'économie et d'appuyer ce gouvernement dans ses rapports avec le privé, en tout cas si le gouvernement veut réellement mettre en œuvre (soyons de bonne foi, c'est écrit ainsi dans le programme de Syriza) les ruptures qu'il annonce. Mais les syndicats doivent toujours affronter le patronat, leur lutte est donc permanente. Il est clair que le capital attaque les travailleurs pour permettre la survie du système et la sortie de la crise. La défense, en Grèce et en Europe, du monde politique bourgeois se fait d'une manière très violente.

Toutefois, malgré les 27% de Syriza, c'est la droite qui a remporté les élections...

Nous sommes très inquiets de la montée de l'extrême droite et, d'une manière générale, du bloc des forces politiques qui se forme en Grèce. On dit que Syriza devrait coopérer avec d'autres forces pour former un gouvernement. Mais le PC grec ne veut pas avoir de relations avec Syriza, alors qu'il accepte de rencontrer le bloc PASOK/ND. Le PC avait clairement rejeté toute participation à la formation d'un gouvernement de gauche.

Nous observons, d'autre part, la montée de la droite et de l'extrême droite, en Grèce et en Europe, ainsi que la division de l'extrême droite en des formations plus « light », qui participent à des gouvernements, et d'autres formations plus extrémistes et nazies. C'est le cas en Grèce de l'Aube Dorée qui a fait, pour la première fois, son entrée à l'Assemblée nationale avec un score très élevé, exploitant de vrais problèmes qui existent dans certains quartiers populaires avec les immigrés, car la Grèce est devenue, en raison de l'accord de Dublin, un « entrepôt d'âmes », des personnes pauvres et maltraitées qui quittent leur pays pour avoir un avenir meilleur et se retrouvent

piégées dans notre pays, ce qui a contribué à la montée de l'extrême droite.

Malgré les multiples journées de « grève générale », il y a depuis quelque temps une accalmie. Penses-tu que les mobilisations peuvent reprendre avec la même intensité ?

J'ai dit que le mouvement syndical a subi une défaite stratégique qui n'est pas facile à dépasser. L'AP essaye de créer des poches de résistance qui pourraient exercer une pression sur les directions des centrales syndicales. Ce n'est pas facile mais nous croyons que les syndicats, hormis leur rôle revendicatif classique, doivent également organiser la solidarité sociale et montrer qu'ils prennent l'initiative de soutenir les travailleurs qui font face à de réels problèmes de survie. On essaye d'organiser toutes les forces qui veulent se battre pour changer les choses et le mouvement syndical, car le nouveau gouvernement amplifiera les attaques. □

LA « NORMALITÉ » DE L'APRÈS 17 JUIN ?

PAR PANAGIOTIS GRIGORIOU¹

Le nouveau « gouvernement » prendra officiellement « ses » fonctions ce vendredi 6 juillet 2012. Sauf que pour les véritables fonctions du politique, « c'est déjà fait »... par d'autres biais. Mercredi 4 juillet 2012, les déclarations de notre administrateur attiré, Monsieur Horst Reichenbach, à l'occasion de son passage par certains ministères, ont été reproduites par toutes les chaînes de télévision : « la délégation a donné des indications quant à la politique à suivre et selon les actions possibles par secteur administratif, car notre but commun demeure : la croissance. »

Donc, pour être « sérieusement gouvernés », nous sommes... enfin servis. Samaras (Nouvelle démocratie), Venizélos (PASOK) et Kóuvelis (ce dernier de la « Gauche responsable », de son nom effectif « Gauche démocratique »), feront tout pour sauver au moins certaines apparences [...] Notre hebdomadaire satyrique *To Pontiki* (5 juillet 2012) se déclare informé du dernier deal en cours : « *Kouvelis souhaiterait monnayer l'entrée et l'admission de son parti dans les rouages de ce qu'en Grèce on nomme l'État profond* ». C'est-à-dire : services secrets, administrations au pouvoir décisionnel, gestion souterraine supposée efficace, et que sait-on encore. Dans un jeu de rôles où les ministres de la semaine d'avant et ceux de la dernière pluie travestissent aux yeux de l'opinion l'intervention des superviseurs Troïkans en

« assistance technique », on peut alors saisir combien cet « État profond » ne serait alors qu'une chimère, hantée de surcroît. En tout cas, le spectacle est déjà bien triste.

LES EXIGENCES DE LA TROÏKA

Du côté de Bruxelles, les préparatifs s'accroissent pour la prochaine mise en place d'une sorte de « vice-roi » qui s'installera à Athènes, personnifiant à lui seul, et en les réunifiant, les prérogatives de la Troïka et celles de la Task Force en Grèce.

Et les suites sont d'emblée très logiques : création des zones économiques exclusives ; inventaire minutieux du patrimoine de l'État (c'est-à-dire celui devant revenir ou déjà revenu aux « créanciers ») ; exploitation des ressources énergétiques du pays et leur « mise en valeur » par des structures privées ou semi-privées au moyen d'une procédure accélérée et incontrôlable par les députés ; diminution de l'État à hauteur de 25% et, enfin, le SMIC qui passera à 390 euros nets par mois, voilà pour ce qui a déjà savamment filtré des exigences de la Troïka, selon les reportages de cette semaine (*To Pontiki*, 5 juillet 2012).

Les « grands » médias de la petite Grèce ne s'attardent d'ailleurs plus vraiment sur le manque de représentativité du pays lors du dernier Conseil européen. La Grèce était, pour tout dire, inexistante. Son sort était déjà réglé, d'abord le 17 juin [jour des élections] et ensuite par « la diplomatie des Puissances », comme on disait jadis sans s'y tromper. Ces mêmes médias occultent aussi la réalité de ce « cordon sanitaire » progressivement établi autour de la Grèce, la dissociant semble-t-il de l'autre (pourtant) mauvais sort (mais « gérable et négociable ») de l'Italie, de l'Espagne ou du Portugal, pour ce qui est de l'embrassement « inexplicable » d'une bonne partie des pays de la zone euro, en l'état actuel fauteur de désordre et instrument de sédition.

[...] En tout cas, David Cameron s'est empressé de préciser que le Gouvernement



1. Historien, anthropologue et blogueur, militant de Syriza à Athènes, l'auteur livre régulièrement sur le site suisse francophone A l'Encontre (www.alencontre.org) ses comptes rendus et analyses, qui apportent un tableau très vivant des réactions de la société – ou au moins d'une partie d'entre elle – grecque. Nous publions ici une version légèrement abrégée de son envoi du 7 juillet. D'autres extraits avaient été reproduits dans le numéro précédent de cette revue.





de Sa Majesté «*étudiera et mettra en place toutes les mesures nécessaires, en cas d'événement majeur en Grèce (faillite), y compris par la fermeture des frontières de la Grande-Bretagne aux ressortissants Hellènes, qui, désespérés, chercheraient un débouché et un travail ailleurs*», par exemple au pays de la City of London [...] à préserver contre tout danger, on peut aussi comprendre et compatir.

LIBRE CIRCULATION

Les nombreux reportages – qui d'ailleurs «en concert avec les autres ministres de l'UE, étudieraient toutes les voies possibles, dans le but d'entraver la libre circulation des Grecs» à travers l'ensemble de «l'euro-système galactique» (les plans sont déjà prêts) – ont obligé nos «gouvernants» à réagir et «vivement». David Landsman, l'ambassadeur du Royaume-Uni, a été convoqué au ministère des Affaires étrangères, et... du haut de son PASOK, Venizélos a fait semblant de rappeler à qui veut l'entendre «*qu'il y a des traités et des accords qui conditionnent et assurent cette libre circulation*». Mais personne ne veut plus l'entendre, ce pauvre bougre. C'est de la géopolitique à l'état de nature et de rapports de force qu'il s'agit, y compris entre les pays et leurs «créanciers».

Ceux qui savent où s'informer ne se font guère d'illusions. La disparition de la libre circulation est programmée par Bruxelles et par... les NBS (nations bancaires souveraines) de l'UE, au cas par cas, en commençant par les Grecs [...]

Par une chaleur qui frôle les 40°C, les ex-votants de la Grèce ont bien la tête sous l'eau. Celle de la mer, lorsqu'ils le peuvent encore, mais d'abord celle de la nouvelle ère qui s'annonce sous... l'Empire. Aris, le voisin au village, ne travaillant qu'occasionnellement, s'est décidé à emprunter la route de la mer Égée mercredi 4 juillet, accompagné de sa sœur Dina, chômeuse. Ils ont utilisé la camionnette du patron, aimablement prêtée, car déjà c'est un diesel, et en plus, on y peut charger, parasols, glacières et... petites échappatoires d'un seul jour à souhait. Aris a pratiquement immobilisé sa petite sportive allemande, vieille de vingt ans mais en très bon état. En août, il déposera les plaques à la préfecture, ou sinon au plus tard, avant la fin de l'année calendaire. Un de plus. Et même la baignade, elle n'a pas vraiment rempli son

cahier des charges : «*Nous nous sentions un peu décalés, il y avait peu de monde, des retraités et des touristes des pays de l'Est, 240 km aller-retour jusqu'à la mer du côté de Larissa, nous ne sommes plus prêts à le faire si souvent, c'est clair.*»

Ce même mercredi, Evgenia est revenue au village depuis le lointain Berlin. Son fils Thanos s'y est installé depuis plus d'un an. Fatigué du recyclage dans les petits boulots en Thessalie et dans les îles, il s'est décidé au moment où sa fiancée s'est également déclarée prête pour le départ. Tous deux travaillent chez un restaurateur grec de Berlin, un autre enfant du village bien évidemment. Ils gagnent chacun 900 euros net par mois et leur bébé est gardé par Evgenia, qui a déposé le bilan de l'épicerie qu'elle tenait au village au bout d'un an de Memorandum.

Thanos et Maria, sa fiancée, ont trois semaines de congés, c'est ainsi que la petite famille est revenue en Grèce. Yannis, le mari d'Evgenia, en «attente de régularisation» de sa retraite, pas encore versée, a

également passé l'hiver à Berlin «*pour éviter les frais et le chauffage de la maison thessalienne*». Du temps de sa jeunesse, d'ancien footballeur au niveau local et de menuisier de renom, Yannis n'a pas voulu imiter son frère Thymios et émigrer en RFA, mais c'était dans les années 1970 : «*Je n'avais jamais imaginé que je devrais émigrer vers l'Allemagne à l'approche de ma retraite, accompagnant de surcroît mes enfants et petits enfants... Les Allemands sont courtois, nous ne connaissons pas de difficultés, et puis de toute façon notre vie à Berlin se mène dans un univers clos*», raconte Yannis sans pour autant regarder ses interlocuteurs droit dans les yeux. Visiblement il déprime, son honneur est blessé [...]

AVONS-NOUS GAGNÉ OU PERDU ?

En ce sens, la perspective du chronos opportun qui s'est ouverte au printemps dernier (mouvement de protestation, «Indignés», grèves), s'est fermée le 17 juin dernier. Nous sommes peut-être en phase de reprendre le chemin du prochain temps opportun, mais

Nancy, 5 mai 2010. Rassemblement de soutien au peuple grec. Photothèque Rouge/Toous



pour l'instant nous en ignorons les contours, et puis c'est dans combien de semaines, de mois, d'années?

En ce sens toujours, la réponse à la question posée par le quotidien Avgi (Syriza), il y a quelques jours: «*Avons-nous gagné ou avons-nous perdu, camarades?*», serait sans équivoque: «*nous avons perdu*». Car, dire que Syriza a été devancé de deux points seulement par Samaras et les deux autres... Seigneurs Sith [allusion aux seigneurs de *Star Wars*] de la coalition gouvernementale tripartite [ND, PASOK et Gauche démocratique] équivaudrait à dire que l'Armée allemande était à deux doigts de l'emporter à Stalingrad. Seulement, «de justesse», les Soviétiques ont finalement gagné la bataille. Sauf que le sens de l'histoire et du chronos suivant se sont concrétisés par cette «justesse». Donc on verra peut-être, avec le recul, ce que les historiens probables en concluront de notre 17 juin 2012, pour la Grèce et aussi pour l'Europe.

En attendant, on comptabilisera les suicides, les baignades et les actes de résistance comme on dit désormais, comme durant ces derniers jours, pour ce qui tient du mouvement naissant: «*Je ne peux pas payer mes impôts*», assez populaire en dépit de son étouffement médiatique. Et ce n'est pas des infatigables petits, moyens et grands tricheurs dont il s'agit ici, cette ethnologie est toujours parmi nous [...] Non, ici, il est question de ces centaines de milliers d'administrés qui ne peuvent plus faire face à l'hyper-imposition de cette année, chômeurs, ex-petits patrons en faillite, salariés non payés et retraités modestes, toutes ces «bouches inutiles» en somme.

Ce vendredi 6 juillet, à midi, les bâtiments de la Municipalité à Trikala sont occupés par les agents en signe de protestation, leurs salaires n'ont pas été versés.

UN «MIRACLE»

L'histoire ne se répétera pas, la Troïka par contre, si: «*il faut accélérer les réformes*» martèle-t-elle.

Par un «miracle» assez étrange, selon une partie de la presse économique grecque, la Banque de France serait en train de «*restituer à la Grèce 754 millions d'euros, il s'agirait d'intérêts que la Banque de France aurait réalisés sur les titres de la dette grecque qu'elle détenait, mais selon les derniers accords sur l'aide destinée à la Grèce il faudrait en restituer une partie. Cette somme, figurerait déjà aux inscriptions du nouveau budget de la*

France, rendu publique récemment». Une vraie nouvelle? Une bonne nouvelle? Et d'abord pour qui? Mystère, en tout cas pour les non-initiés.

Un autre petit «miracle», tout aussi étrange, tient à la diffusion par la chaîne publique NET, mercredi soir 4 juillet 2012, d'un documentaire sur la période, allant de la fin de la dictature (des Colonels - 1974) jusqu'aux premières années PASOK (Andréas Papandréou est arrivé au pouvoir en 1981). Un résumé assez juste des luttes populaires et particulièrement de celles de la gauche grecque. Le documentaire est une production récente (2011-2012). Un autre chronos vraiment, se situant dans une certaine altérité, y compris par les expressions des corps et des visages et, par conséquent, du corps social de l'époque. Par contre, j'ai des doutes sur le message, en somme «subliminal», d'un tel documentaire en ce moment.

VIOLENCES ET STÉRÉOTYPES

[...] Au village, déjà loin, certaines rumeurs et ragots de la crise meublent parfois des silences gênants. On raconte par exemple qu'un des deux suicidés du coin aurait pu être assassiné par sa compagne: «*Elle l'a fait assassiner pour lui voler ses économies. Comme cet homme n'avait plus de parents proches en vie et que son entreprise n'allait plus très bien, elle a voulu le supprimer pour ainsi s'assurer un avenir, avant que tout ne périsse. Elle devait préparer son plan depuis le début du Mémoire déjà. C'est maintenant accompli, elle a touché une certaine somme importante depuis le décès, c'est clair. Plus personne ne veut fouiller cette affaire, il est mort... et il est mort déjà à cause de la crise et par le biais d'une femme, mais les femmes ont toujours été redoutables de tout temps*», croit savoir un vieux villageois, un homme évidemment.

Entre les stéréotypes, la violence sous-jacente ainsi dotée de significations et de valeurs variables, puis le spectre-réceptacle de la crise produisant ses effets, il y a de quoi rédiger dix romans! [...] Dans les années 1930, les meurtres dans ce village étaient monnaie courante, «*signalant l'honneur ou l'infamie, la force admirable ou la brutalité bestiale*», comme l'aurait rappelé l'anthropologue Margarita Xanthakou, dans ses travaux portant sur la région du Magne dans le Péloponnèse (séminaire de Françoise Héritier - *De la violence II*, Editions Odile Jacob, 2005.)

Pour ce qui est de «notre» village thessalien, la Guerre de 1940 et la Guerre

Civile (elle a pris fin en 1949) ont finalement «englobé», «normalisé» et «décontextualisé» (sous certaines apparences) une violence, disons, affectant une vieille culture.

Ensuite, à partir des années 1950, les meurtres ont cessé et on se disait que c'était terminé «pour toujours». Mais le nouveau chronomètre des temps de crise serait en train de remuer les imaginaires et, finalement, les conduites. Et cela dans un désordre assez nouveau. Ainsi, par une nouvelle solidarité entre villageois, on offre des œufs par exemple et des tomates à des voisins en cas de nécessité, mais sans trop le dire à tout le lignage non plus, car c'est honteux.

Par conséquent, l'ethnographie de la crise s'annonce aussi passionnante après qu'avant le 17 juin. Espérons qu'elle ne se fera pas non plus post mortem, et que notre société lui survivra. Nous ne sommes pas certes ces valeureux Dogons de jadis et de toujours, mais nous mériterons tout de même, nos parents à... mauvaise plaisanterie, nos administrateurs coloniaux Troïkans et nos hôpitaux toujours en colère - comme le personnel de Sismanoglio à Athènes en ce moment, protestant contre l'état de faillite dans laquelle leur établissement est plongé.

Île de Salamine, très calme pour un mois de juillet. Fanis, l'Albanais qu'y habite, se montre toujours philosophe à propos de la crise: «*Elle peut s'aggraver, mais on fera avec, on deviendra plus graves alors nous aussi à notre tour, sinon, que faire d'autre? Nous sommes tous plongés dans la même marmite...*» □

Une brève histoire de la gauche

PAR MICHAEL KARADJIS

Les forces les plus importantes de la gauche grecque sont toute issues de l'histoire relativement récente et chaotique du parti communiste. L'auteur en a proposé une synthèse – reproduite ici – dans un article en date du 16 mai dernier, abordant également des thèmes plus actuels et plus vastes, publié initialement sur le site australien Links et intitulé « Syriza, le parti communiste et le besoin vital d'un front unique ».¹

Ayant dirigé la résistance contre les nazis lors de la Deuxième Guerre mondiale, le parti communiste grec (KKE)² a longtemps bénéficié d'un large soutien et de scores électoraux à deux chiffres, le plaçant juste derrière la droite et le bloc des partis du centre. De longue date, il a joué un rôle dans la vie politique du pays. En 1968, suite à l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS et alors qu'émergeaient de nouveaux courants radicaux à gauche, les partis communistes ont connu des scissions. Le parti communiste grec n'a pas été en reste: la majorité pro-Moscou est devenue le KKE (Extérieur)³, la minorité plus critique, rattachée de manière souple au courant eurocommuniste, le KKE (Intérieur). C'est la majorité d'alors qui a conservé à ce jour le nom KKE.

Le KKE (Intérieur), tiraillé entre la dynamique réformiste du courant

eurocommuniste et celle d'une nouvelle gauche radicale antistalinienne, connut à son tour une scission dans les années 80. Cette contradiction était difficilement surmontable alors qu'existait en Grèce un vaste milieu militant, fortement politisé. La gauche du parti, majoritaire, conserva le nom de KKE (Intérieur). Elle voulait maintenir et rénover une perspective authentiquement communiste. La droite du parti fit scission et créa la Gauche Grecque (EAR) qui « modernisa » son discours, abandonnant au passage la lutte de classes et autres « vieilleries ».

Le KKE (Extérieur) se rapprocha de l'EAR, malgré leurs positions opposées sur l'URSS, et en 1989, ils formèrent la Coalition de la gauche et du progrès (Synaspismos)⁴ pour se présenter aux élections. Ils obtinrent le score honorable de 13%, pour l'essentiel grâce à la base ouvrière du KKE (Pour une meilleure compréhension des recompositions ultérieures, c'est le noyau dur de l'EAR qui a donné naissance récemment à la Gauche démocratique, Dimar, fondée en 2010.)

AU GOUVERNEMENT AVEC LA DROITE

Alors qu'aucun parti n'apparaissait assez fort pour former un gouvernement, et que les médias de droite s'acharnaient contre la corruption du gouvernement PASOK, Synaspismos donna alors (en avril 1989) son accord pour participer à une coalition gouvernementale sous la férule de Constantin Mitsotakis, leader de la Nouvelle Démocratie, le parti néolibéral de la droite réactionnaire. Ils promirent d'œuvrer jusqu'aux élections suivantes (celles de novembre 1989) à « nettoyer » la société grecque de la corruption, attribuant celle-ci au seul PASOK, au demeurant réellement corrompu.

Cependant, les résultats de ces nouvelles élections ne furent pas plus probants. Synaspismos, dont la base ouvrière s'était tournée vers le PASOK, était en perte de vitesse, mais participa à nouveau à un gouvernement « œcuménique » avec la Nouvelle Démocratie et un PASOK soi-disant « nettoyé ». Lors de ses deux participations gouvernementales, Synaspismos fut l'otage du programme néolibéral émergent, visant à

soumettre l'économie grecque à de vastes restructurations. Lors d'une troisième élection, en 1990, la Nouvelle Démocratie obtint la majorité à elle seule.

Néanmoins, la coalition formée par la Nouvelle Démocratie et le KKE conduisit à une scission. Celle-ci, minoritaire au sein du parti et de la direction, fut majoritaire au sein de l'organisation de jeunesse, le KNE, qui s'opposa fermement à la collaboration de classes. Ces forces formèrent un nouveau parti communiste, le NAR (Nouveau courant de gauche), qui est aujourd'hui une des composantes principales de la coalition de la gauche radicale, Antarsya, aux côtés de trotskystes, de « capitalistes d'Etat » (qui analysent l'ex-URSS comme un pays capitaliste) et d'écologistes radicaux. Depuis lors, les ponts ont été totalement coupés avec le KKE. A cette époque, les futurs membres du NAR furent présentés de manière grotesque par les médias comme des staliniens endurcis, pour avoir refusé l'idée ô combien « moderne » consistant à collaborer avec la Nouvelle Démocratie. C'était d'autant plus ironique que la même année le KKE, qui participait à une coalition gouvernementale avec la Nouvelle Démocratie, saluait le massacre de la place Tiananmen, tandis que le KNE et les dissidents du KKE condamnaient vigoureusement ces faits d'un point de vue de gauche, en soulignant la tendance des dirigeants chinois à restaurer le capitalisme.

De son côté, le KKE (Intérieur) s'opposa aussi à la coalition gouvernementale avec la Nouvelle Démocratie, puis à la suivante, dessinant ainsi des convergences partielles avec les dissidents du KKE.

De leur côté, les deux composantes du Synaspismos se séparèrent. L'EAR se rapprocha du PASOK qui était parvenu à « nettoyer » son image de parti corrompu par sa « modernisation ». Opération qui consista à jeter par dessus bord ses références sociales-démocrates pour ne conserver qu'un substrat humaniste censé lui permettre de mener à bien la restructuration de l'économie grecque, répondant ainsi aux vœux du capital mondialisé, en particulier après son retour au gouvernement en 1994. Comme ce fut le KKE qui se désolidarisa de Synaspismos, ce fut le parti minoritaire,

1. <http://links.org.au/node/2863>. Links est une publication électronique de la Socialist Alliance d'Australie. L'article a été traduit pour TEAN La Revue par Jihane Halsambe.

2. Jusqu'en 1974 (chute de la dictature des colonels), le parti communiste grec a été, sauf durant de courtes périodes, un parti illégal.

3. Il s'agit d'un qualificatif moqueur attribué par les eurocommunistes à cette branche du PC, tant elle était soumise aux aléas politiques de l'extérieur, à savoir l'URSS.

4. Synaspismos signifie « coalition » en grec

5. En 1991, la Macédoine devient indépendante de l'ex-Yougoslavie. Le nouvel État fait alors face à l'hostilité de la Grèce qui lui reproche, en employant le nom de « Macédoine », d'usurper son patrimoine historique. S'ensuivent des sanctions économiques et diplomatiques qui dureront jusqu'en 1995.

6. Les musulmans des Balkans.

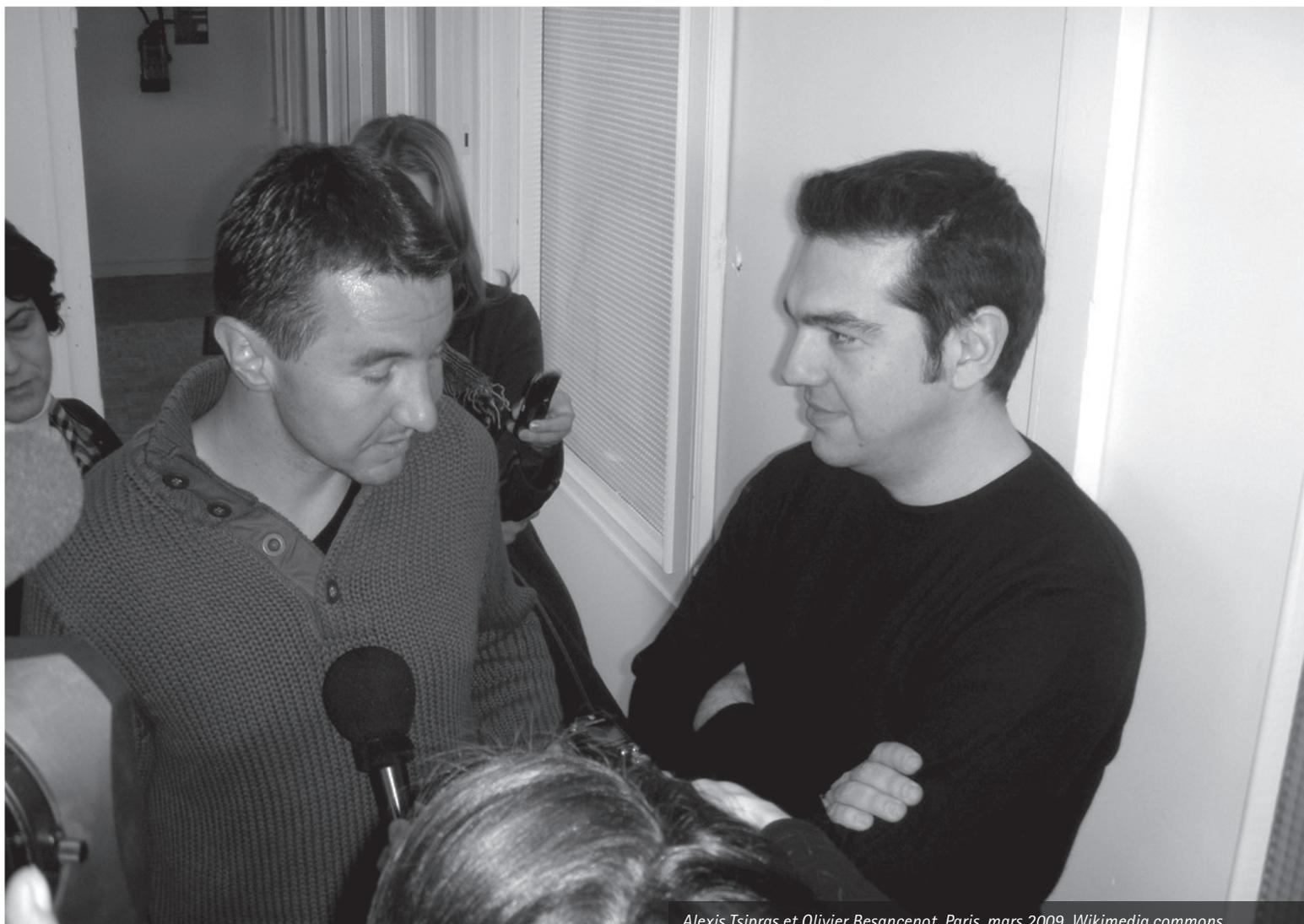
grecque

qui donnait le tournis, fournissant ainsi une justification à son refus sectaire de travailler avec quiconque à gauche.

A ce moment, l'attitude à l'égard de l'Union européenne divisa la gauche. En dépit des critiques à l'encontre du traité de

zone) et qu'il prône une alliance populiste et nationaliste contre les monopoles.

Le KKE se rallia alors au chauvinisme. Pourtant, au début des années 1990, il avait défendu des positions correctes, prenant à rebrousse poil le nationalisme ambiant, no-



Alexis Tsipras et Olivier Besancenot, Paris, mars 2009. Wikimedia commons.

l'EAR, qui en conserva le nom, quoique que ce ne fût plus une coalition.

LA KKE REDÉCOUVRE STALINE

En 1995, le KKE se replia alors dans une carapace néostalinienne. Après avoir fidèlement suivi Khrouchtchev, Brejnev, puis Gorbatchev, il fit subitement de Staline l'un des plus grands penseurs du marxisme, et poussa l'absurde dans divers domaines, glorifiant par exemple les purges des années 1930. Cela ne répondait qu'à une logique: dresser un cordon sanitaire entre son milieu et le reste de la gauche radicale. Celle-ci était alors composée d'une constellation de trotskystes, de maoïstes, d'anarchistes et autres révolutionnaires

Maastricht, Synaspismos (EAR) défendit l'idée que la participation de la Grèce à l'UE contribuerait à sa «modernisation», ce qui, à l'entendre, ne pouvait que profiter à la gauche en matière de droits sociaux, malgré les «dommages collatéraux» sur le terrain économique. Le KKE, en revanche, transforma la sortie de l'UE en vache sacrée, s'en servant comme moyen pour justifier sa propre existence. Quoique juste d'un point de vue formel, cette obsession à faire de la sortie de l'UE l'alpha et l'oméga de sa politique revêtait un caractère nationaliste. D'autant que le KKE fait traditionnellement de la Grèce une colonie de l'impérialisme occidental (alors qu'il s'agit d'une puissance impérialiste de seconde

tamment au sujet de la Macédoine⁵, ce qui lui valut de vives attaques de la part de la réaction nationaliste, alors très puissante. Le KKE se fit, par exemple, l'écho du soutien au nationaliste serbe Milosevic prodigué par l'extrême-droite, l'Eglise orthodoxe, le PASOK et la Nouvelle Démocratie qui prônaient un axe «orthodoxe» contre les «Turcs»⁶ dans un style islamophobe digne des Croisades. Chacun y participa, à l'exception de l'extrême gauche. Il n'y avait là rien de radical. D'autant que Milosevic avait pour amis tant le leader de la Nouvelle Démocratie, Mitsotakis, que celui du PASOK, Papandreou. L'un

comme l'autre lui firent visiter la Grèce sur leurs bateaux, l'invitèrent dans leurs demeures. De leur côté, les fascistes grecs prenaient fièrement part aux campagnes de nettoyage ethnique, dont le massacre de Srebrenica. Lorsqu'en 1999, les bombardements de l'OTAN visant la Serbie suscitérent des manifestations monstres soutenues par tous les partis grecs de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par la Nouvelle Démocratie et le PASOK, le KKE se positionna au côté de l'Église orthodoxe et des fascistes, en demandant que seuls les réfugiés serbes orthodoxes soient acceptés en Grèce, et non les Albanais musulmans qui formaient le gros des réfugiés.

Tout cela se mariait à merveille avec sa campagne contre l'UE aux forts relents nationalistes. À l'inverse, la gauche radicale s'opposa à l'Union européenne en défendant une Europe des travailleurs, de la libre-circulation, de la protection de l'environnement, prôna des liens accrus entre travailleurs du continent pour faire face à la lutte de classe que le patronat menait, quant à lui, de manière unifiée.

Comme l'explique Haris Golemis, membre du comité central de Syriza, il faut s'opposer à «l'alternative selon laquelle la Grèce ne pourrait que se plier au cadre politique

et économique actuel de l'UE ou rompre volontairement avec l'UE – comme le préconisent le KKE, mais aussi quelques groupes au sein de Syriza – car nous pensons que les luttes et la désobéissance à l'échelle nationale doivent se combiner et se coordonner à l'échelle européenne afin de refonder l'Europe». Pour Golemis, la crise grecque démontre que «des événements, même dans un petit pays de la périphérie, peuvent créer un "effet papillon" de vaste envergure et impacter le centre de l'Europe où se prennent toutes les décisions».

En faisant abstraction de son caractère chauvin, la position anti-UE du KKE était défendable au regard des positions pro-européennes de Synaspismos. En revanche,

Synaspismos a profité de son ouverture pour recruter du monde, y compris à gauche de sa direction, et attirer ces nouveaux membres dans une organisation relativement large, là où le KKE était incapable de faire de même.

Cela créa une dynamique, au sein de Synaspismos, qui entra en conflit avec l'évolution droitière de la direction. La gauche de Synaspismos chercha par la suite à coopérer avec des militants d'extrême gauche à l'extérieur, afin de contrebalan-

(Socialist Organisation) étasunienne), le Mouvement de la gauche unifiée dans l'action (KEDA, une scission non sectaire du KKE), et Citoyens actifs, un parti formé par le héros de la résistance au nazisme Manolis Glezos. Ils furent ultérieurement rejoint par l'Organisation communiste de Grèce (KOE, un groupe militant non sectaire issu de la tradition maoïste), le groupe «Intervention écologique», le Mouvement social démocratique (DIKKI, une scission populiste de gauche du PASOK), un autre petit groupe issu du PASOK appelé le Mouvement unitaire, et pour un temps par Xekimina (la section grecque du CIO dirigé par le Socialist Party britannique), ainsi qu'une constellation d'autres petits groupes de gauche.

Percevoir Syriza uniquement comme l'extension de l'ancien Synaspismos ne permet donc pas d'en saisir les contours. Dès le départ, il y a eu des tensions entre la direction de Synaspismos et ses alliés de la gauche radicale. Ces tensions ont conduit à l'élection à la tête de Synaspismos d'Alékos Alavanos (qui avait fermement soutenu l'alliance avec les groupes de la gauche radicale), en remplacement de Nikos Konstantopoulos, le dirigeant qui plus que quiconque était associé au cours droitier de Synaspismos depuis sa fondation. L'émergence sur le devant de la scène d'Alexis Tsipras, qui a un long passé

militant non sectaire, est un pas de plus dans cette voie.

Ces tensions à l'intérieur de Synaspismos se sont résorbées lorsque Konstantopoulos, à la tête des «refondateurs» (en fait, l'ancien noyau de l'EAR converti à la gauche «moderne»), a quitté Synaspismos et Syriza pour former la Gauche démocratique (Dimar) en 2010. De ce fait, ce qui existe encore de Synaspismos ne ressemble guère au vieil EAR. À présent, les courants de la gauche radicale maintiennent sur sa direction une forte pression. □



Affiche du KKE, Athènes, 2005. Wikimedia commons.

cer l'évolution droitière de la direction et de la mettre en minorité. Sa participation au mouvement altermondialiste contribua à élargir plus avant sa base militante.

SYRIZA

C'est dans ce contexte qu'en 2004, Syriza (acronyme de «Coalition de la gauche radicale») fut formée par Synaspismos, sa composante dominante et la plus réformatrice, et une myriade de partis à sa gauche. Parmi les groupes à sa gauche, on retrouvait la nouvelle incarnation du KKE (Intérieur) devenue la Gauche du renouveau écologique et communiste (AKOA), la Gauche internationaliste des travailleurs (DEA, un groupe «capitaliste d'État» lié à l'ISO (International

Sur la résistance et la guerre civile en Grèce

PAR HENRI CLÉMENT

La permanence de l'imaginaire et des représentations issues de la période de la résistance et de la guerre civile qui s'en est suivie sont en Grèce particulièrement frappantes. Un ouvrage publié récemment par les éditions de La Fabrique nous donne l'occasion de réaborder cette période.

L'auteure, Joëlle Fontaine, présente elle-même l'enjeu que représente cette question: «On ne peut comprendre ce qu'est la Grèce actuelle en ignorant toutes ces années de guerre et de dictatures qui ont laissé des traces profondes».

CONTRE LES NAZIS ET CONTRE LES BRITANNIQUES

Avant d'aborder la période de la Seconde Guerre mondiale, l'auteure brosse en introduction un bref mais utile portrait de l'histoire précédente de ce pays qui se trouve très tôt dans l'orbite d'influence de la Grande Bretagne. On y apprend qu'une semblable crise de la dette a frappé l'Etat grec, qui se déclare en faillite en 1932. Le Royaume-Uni demeure le principal créancier, ce qui va avoir des conséquences importantes par la suite. Joëlle Fontaine montre bien les tensions qui vont aller crescendo entre la résistance, qui se développe jusqu'à devenir un véritable mouvement de masse, et les autorités britanniques. Malgré le paravent de la grande alliance contre le fascisme, la répression est féroce à l'égard des membres de l'EAM (Front de libération nationale), en particulier ceux qui sont membres des forces armées grecques en Egypte.

Toute cette période est marquée par un double mouvement, qui n'est pas sans évoquer la situation actuelle: d'un côté, une



De la résistance à la guerre civile en Grèce, 1941-1946, Joëlle Fontaine, La Fabrique, 2012, 384 pages, 20 euros.

implication de plus en plus forte et déterminée des couches populaires dans la résistance, malgré la féroce répression nazie et des conditions de vie terribles. La famine frappe durement la population des villes. L'armée de partisans, l'ELAS, se développe considérablement, jusqu'à devenir une structure de masse. Cette dynamique conduit à la mise en place de structures d'auto-organisation populaires, dans les villages et les quartiers. De l'autre, la puissance britannique qui s'efforce en permanence de trouver des solutions institutionnelles permettant de garantir son influence. C'est une valse continue de gouvernements, de cabinets, un jeu de marionnettes au cours duquel on sort de vieux notables du placard. Le seul mot d'ordre: tout sauf le pouvoir populaire!

LA LIBÉRATION CONFISQUÉE

Lors du retrait des troupes nazies, Churchill va tout faire pour imposer une solution qui favorise les intérêts de la Grande-Bretagne, faisant le choix de prélever des troupes sur le front italien pour assurer l'occupation d'Athènes. La manipulation

ne connaît aucune limite, et c'est dans ce contexte que se déroulent les fameuses tractations avec Staline, qui livre la Grèce en échange de la Pologne. Une trahison que n'imaginent pas les militants communistes grecs, qui pensent également improbable un coup de force antidémocratique. Ces hésitations laissent les mains libres au nouvel occupant britannique et à ses alliés locaux, pour une part des transfuges du régime dictatorial de Métaxas. L'auteure se montre peu disert sur la politique du parti communiste grec, le KKE. Elle ne fait qu'évoquer rapidement la répression des autres forces de gauche et sa chasse aux communistes hétérodoxes.

Malgré une trajectoire particulière, la période de la résistance et de la libération en Grèce évoque des problèmes communs à l'ensemble de l'Europe: maintien du pouvoir bourgeois ou transformation révolutionnaire de la société. Les forces bourgeoises se montrèrent les plus déterminées, prêtes à jeter aux orties les principes démocratiques qui leur servaient encore de drapeau la veille. Et la politique stalinienne, qui subordonnait les intérêts des classes populaires à ceux de l'URSS et des bureaucraties qui la servaient, a délibérément encadré et affaibli la force des peuples mobilisés. Cet ouvrage vient nous rappeler à juste titre, dans cette période troublée, que l'on ne saurait transiger sur le respect de la démocratie entendue comme la prise en mains de leurs propres affaires par les opprimés.

Voilà donc une lecture stimulante, que compléteront très utilement, pour ceux qui veulent prendre du recul, deux autres ouvrages: les *Mémoires*, de A. Stinas¹, et le formidable roman de Stratis Tsirkas, *Cités à la dérive*², fresque historique époustouflante. □

1. Vous pouvez trouver cet ouvrage, épuisé, à la librairie La Brèche.

2. Disponible en poche chez Points. Il est d'ailleurs surprenant que l'auteure n'y fasse pas du tout référence.

« J'ÉCRIS DES ROMANS POLITIQUES, MAIS PAS POLITISÉS »

ENTRETIEN AVEC DOA

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI CLÉMENT

Après deux premiers romans, *Les Fous d'avril* et *La Ligne de sang*, restés confidentiels, DOA a connu un grand succès avec son vaste polar politique, *Citoyens clandestins*, qui lui a valu le Grand prix de littérature policière en 2007. Nous publions des extraits de l'entretien réalisé en avril dernier, à l'occasion de la sortie en poche de son nouveau roman, *Le Serpent aux mille coupures*.

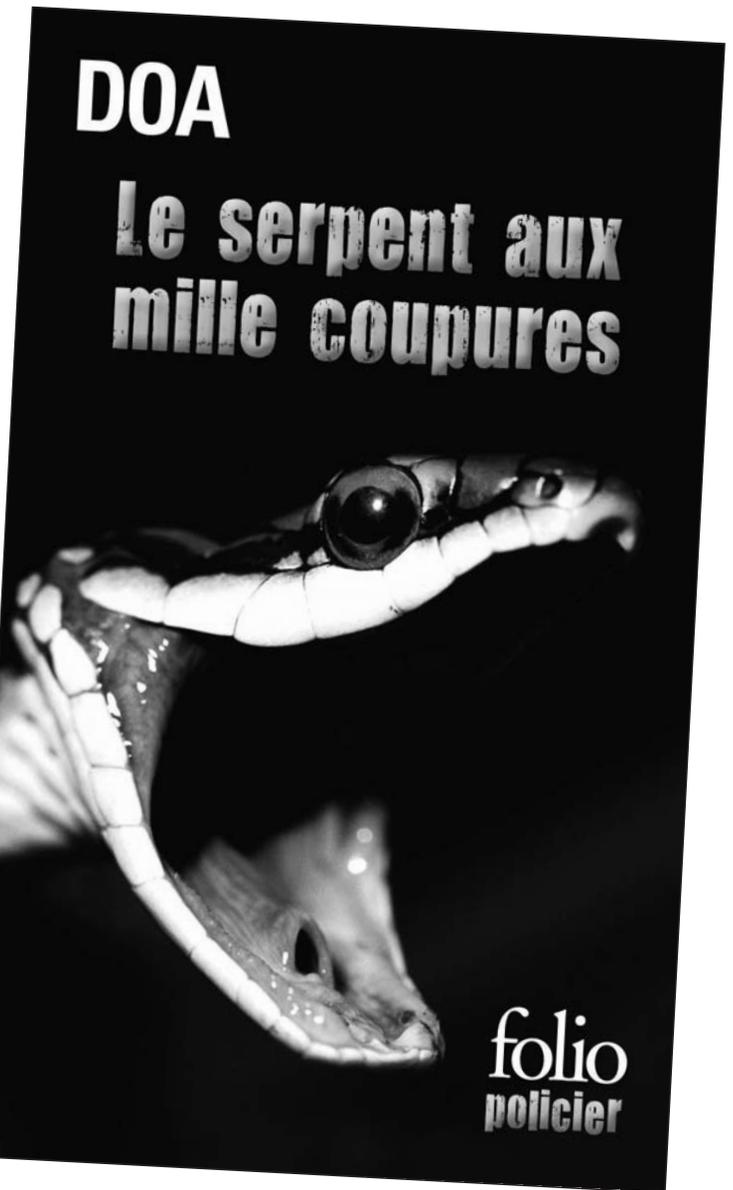
Qu'il s'agisse de *Citoyens clandestins* ou du *Serpent aux mille coupures*, vous abordez frontalement des questions d'actualité, qui donnent une forte dimension politique à vos ouvrages...

Que mes livres soient politiques, je suis d'accord. Souvent, le distinguo que les gens ne font pas, c'est la différence entre « politique » et « politisé ». Mes livres ne sont pas politisés. Ils sont politiques parce qu'ils traitent de sujets qui sont des sujets contemporains, qui touchent à la République française, au pays, à des choses comme ça. Dès lors que vous vous attardez sur des sujets et que vous essayez de les traiter de la façon la plus plausible et la plus réaliste possible, en amenant

Le serpent aux mille coupures, DOA, Folio Policier, Gallimard, 2012, 240 pages, 5,95 euros.

une multiplicité de points de vue pour avoir le traitement le plus fin possible, forcément, vous avez une dimension politique. Maintenant, il n'y a pas de parti pris. Si je prends, par exemple, l'histoire des fûts de VX¹, cette histoire est fautive. On n'a pas envoyé de fûts de VX en Irak. On aurait pu le faire. On a vendu des parties d'usine chimique à Saddam Hussein, parce qu'on n'était pas les seuls. Les Allemands, les Américains, les Anglais, tout le monde s'est largement servi sur les prébendes de l'Irak. Mais on a vendu des unités de fabrication de composants chimiques – officiellement, d'engrais mais en fait de gaz et de composants chimiques guerriers. Cependant, et ça c'est vrai, ils n'ont jamais réussi à synthétiser du VX stable. Ils en ont fait de qualité diverse, qui se dégradait avec le temps et perdait toutes ses compétences meurtrières au fur et à mesure que le temps passait.

Ce que je cherchais à montrer là-dedans, c'est qu'à un moment donné, Saddam a été un grand client de la France. Qu'il n'a pas été remis en cause par les différents gouvernements qui se sont succédé jusqu'à sa chute. Et que, comme tous les clients des industries d'armement françaises, il a quand même fait vivre, au-delà des industriels de



l'armement, de leurs dirigeants et de l'État français, beaucoup de familles. Parce que chaque fois qu'on a démantelé des pans entiers du complexe militaro-industriel français, on a foutu des ouvriers sur le carreau. À mon avis, eux, ils n'en avaient juste rien à foutre qu'on vende des chars à Saddam Hussein. Ce qui les intéressait, c'était de continuer à fabriquer des chars. De la même manière que ce qui intéresse un certain nombre de

Français, c'est de continuer à payer du pétrole pas cher pour pouvoir faire tourner leur bagnole. Ce que j'essaie de montrer – dans *Citoyens clandestins*, ça doit passer dans des dialogues – c'est que tout le monde y a trouvé son compte à un moment donné. Il ne s'agit pas de critiquer cette situation, mais d'exposer une réalité : du plus petit au plus grand, ça avait un intérêt pour nous et ça a toujours un intérêt pour nous de

1. Le VX est un gaz innervant, variante plus mortelle du gaz sarin.

2. AUC ou Forces d'Autodéfense Unies de Colombie sont nées de la fusion de groupes paramilitaires combattant les guérillas de gauche, en particulier les FARC (voir *Le Serpent*, p. 237).



commercer avec des pays qui nous achètent des choses sur lesquelles on a un savoir-faire. Ces sujets deviennent politiques dès lors qu'on les aborde, parce qu'ils sont par essence politiques.

Vous avez donc travaillé de la même façon en ce qui concerne le développement du trafic de drogue, qui sert de cadre au Serpent aux mille coupures ?

Dès lors que j'aborde un sujet, j'essaie de le traiter de la façon la plus complète et la plus plausible possible. Du coup, ça

m'amène à m'intéresser à qui fait quoi, comment et où. Et ça nourrit aussi la fiction. En fait, il y a deux façons d'aborder le réalisme dans une œuvre de création. La première façon consiste à partir d'un simple fait divers, parce qu'il est spectaculaire. C'est ce que je fais dans le *Serpent* aussi : le mec qui se fait agresser par ses voisins, c'est un peu ça. On prend le fait divers, ça nous intéresse et on comble les blancs. Très souvent, là, on a des réflexes de fiction. On va passer par les mêmes figures de fiction que tout le monde a déjà utilisées face à ce genre de circonstances, avec les projections qui sont les nôtres, les a-priori qui sont les nôtres. Il y a une autre façon, qui consiste à ne pas partir d'un fait divers réel, mais partir d'une base fictionnelle, c'est-à-dire que l'on fixe les conditions d'un incident, soi-même. En revanche, on étudie suffisamment toutes les conditions de cet incident pour que ses conséquences soient celles qu'il aurait eues si jamais il s'était produit dans la réalité. Je pars d'un point de vue qui est

totale fictionnel et à partir de ça, j'essaie de le déplier comme il se serait déplié dans le réel.

Du coup, si je dois parler des nouvelles filières de la drogue en Europe, en particulier de la cocaïne, qui est celle qui

circulent. Mais c'est sans commune mesure avec ce qu'il se passe en Colombie à la fin des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990, ou ce qu'il se passe au Mexique aujourd'hui, où ce ne sont pas dix morts par mois, mais dix par jour. Parce que ce sont des pays où les infrastructures de l'Etat sont affaiblies – ce qui peut arriver un jour en France – et où, de toute façon, les enjeux financiers sont tels que les mecs n'en ont rien à foutre.

Pouvons-nous nous attendre à retrouver tous ces personnages ?

Je voudrais donner une belle fin à tous ces personnages. C'était assez avancé jusqu'à peu, et puis j'ai tout jeté à la poubelle. Ce que j'avais écrit ne me plaisait pas. On y retrouvera tous les personnages de *Citoyens clandestins*, plus quelques autres. Mais dans un contexte un peu différent, puisqu'ils reviennent en 2008/2009 et l'action va se passer principalement entre la France et l'Asie Centrale. Ce sera un aller-retour entre ces deux territoires : comment ce qui se passe là-bas a des influences ici et comment on arrive à prendre les personnages en les ayant laissés à un endroit et à les retourner pour les emmener complètement ailleurs, où on ne les attend pas. La structure va être relativement complexe, ce qui me demande beaucoup de travail de mise en forme. □



rapporte le plus de pognon en ce moment, je vais regarder qui le fait chez nous, qui fournit, qui paye, comment et, petit à petit, je remonte jusqu'aux Colombiens. Et à l'époque où je situe mon récit, après la fin de *Citoyens clandestins*, pendant les 96 premières heures de la cavale de Lynx, qui est en place et qui gère ces réseaux et cartels en Colombie ? Ce sont ces fameux gars qui sont issus des AUC². Donc là je commence à me pencher sur le truc, je vois le profil des mecs, ce qu'ils ont pu vivre. Et donc j'imagine des types qui sont plus ou moins inspirés des vrais, sachant qu'ils ne sont quand même pas très loin de la réalité. C'est juste qu'ici, on n'a pas l'habitude de ce genre de profil. Il s'agit d'un degré de violence et de criminalité auquel on est très peu confronté en France. Les gens commencent à se rendre compte qu'il y a une augmentation, petit à petit, aux marges, du niveau de violence, parce qu'il y a des incidents et des règlements de comptes dans les cités, qui arrivent de plus en plus souvent parce que des armes

**LE SERPENT AUX MILLE COUPURES DE DOA
PAR HENRI CLÉMENT**

Après l'ampleur de *Citoyens clandestins*, ce nouveau volume de DOA pouvait paraître un brin gringalet. Que le lecteur se rassure : dans ce livre plus ramassé, il retrouvera sans difficultés les ingrédients qui l'avaient séduit, ainsi qu'une jolie surprise – puisque ce volume se révèle être une sorte de suite de *Citoyens*. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir lu le précédent roman pour apprécier toutes les qualités du *Serpent aux mille coupures* : le déroulé est impeccable, les enchaînements précis, sans temps morts, le style efficace. DOA parvient à sortir des limites traditionnelles du polar français, et ça sonne juste. On y retrouve les principales questions qui agitent notre actualité : le terrorisme, les nouvelles formes du trafic de drogue, la xénophobie... Un personnage, le gendarme Massé du Réaux, joue un rôle central : ancien du GIGN et fortement marqué par l'affaire Kelkal, il est le symbole de forces de l'ordre de bonne volonté, républicaines, mais dépassées par la nouvelle violence des trafiquants comme par la xénophobie la plus ordinaire. L'honnêteté et les valeurs républicaines se révèlent impuissantes face aux enjeux financiers de l'économie mondialisée. Une situation qui génère un déferlement de violence et de barbarie comme nous en avons rarement vu au cours de l'histoire humaine. L'auteur aborde cet aspect sans fard, mais sans tomber pour autant dans une sorte de fascination. D'abord espoir du nouveau polar français, DOA confirme avec ce nouvel ouvrage son statut d'écrivain confirmé. □

